



AUX  
ACTES  
CITOYEN-NE-S

**SOCIÉTÉ CIVILE**

**UN RÔLE ESSENTIEL**

**TANZANIE**

Derrière les safaris, le drame à huis clos des Maasaïs

**INTERVIEW CULTURELLE**

Ragekit : la petite chaîne qui monte

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2026



LA SECTION SUISSE D'AMNESTY INTERNATIONAL  
VOUS INVITE CORDIALEMENT À SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2026!

**SAMEDI 9 MAI 2026**  
**À L'EVENTFABRIK, À BERNE**

REJOIGNEZ-NOUS POUR UNE JOURNÉE RICHE EN ÉCHANGES,  
EN INSPIRATION ET EN ENGAGEMENT.

La matinée sera consacrée aux rapports, aux motions, aux votes et aux élections. L'après-midi, des tables rondes et des ateliers vous inviteront à réfléchir et à discuter. Avec un sujet central cette année: comment défendre la liberté et les droits humains à l'heure où les tendances autoritaires gagnent en influence dans le monde entier?

Nous nous réjouissons de vous accueillir pour une journée engagée et inspirante!

L'événement est public et nécessite une inscription. Toutes les personnes qui ont adhéré au moins quatre mois avant l'AG (au plus tard le 9 janvier 2026) et qui ont payé leur cotisation annuelle ont le droit de vote.

Les motions et les postulats peuvent être soumis jusqu'au 14 mars 2026: [amnesty.ch/ag](https://amnesty.ch/ag)

Vous trouverez plus d'infos sur notre AG, à la même adresse, à partir de février.

## ÉDITORIAL



Deux tiers des Suisse-sse-x-s s'engagent bénévolement. C'est ce que révèle l'étude de la Société suisse d'utilité publique. Ce sont ainsi des milliers de personnes qui mettent chaque année à disposition de leur temps, leurs compétences, leur cœur pour assurer des services indispensables à la vie collective.

Mais leur action soulève également des questions. Ne serait-ce pas à l'État d'assumer ces tâches? Combien d'énergie et de ressources la société civile peut-elle investir pour combler les lacunes des services publics?

La Suisse dispose pourtant d'atouts puissants. L'initiative populaire et le référendum permettent à chacun-e-x de faire entendre sa voix, de porter un sujet dans le débat public et, pour autant que suffisamment de personnes suivent, d'obliger l'État à agir.

Du moins en théorie. Car transformer une idée en réalité politique demande plus qu'une « bonne cause »: il faut de la persévérance, un réseau, une véritable force de mobilisation.

Récemment, l'Initiative pour l'inclusion l'a bien montré. Des personnes en situation de handicap ont décidé de prendre les choses en main. Fortes d'un large soutien et d'une grande détermination, elles exigeaient une égalité pleine et entière. Le contre-projet du Conseil fédéral vient cruellement rappeler combien le chemin sera difficile. La question du financement suffit à éclipser le débat de fond –et risque de limiter encore des droits pourtant élémentaires.

Une société parfaitement fonctionnelle devrait pouvoir se passer des contributions de bénévoles. Mais en attendant, nous pouvons offrir à ces personnes engagées notre soutien, ou du moins leur dire merci.

Jean-Marie Banderet, rédacteur en chef

### OUVERTURES

Good News	4
En bref	6
En image	8
Opinion	9
Du sable dans les rouages	

### POINT FORT

Société civile et engagement

Relais de l'État 10

« Qui proteste, témoigne » 12

Les manifestations sont un outil important. Mais que faut-il pour qu'elles soient efficaces? L'analyse de Jannis Julien Grimm.

Les guerrières de l'eau 14

Dans la banlieue de Johannesburg, des volontaires se retrouvent régulièrement pour dépolluer le cours d'eau qui traverse leur quartier.

Trois femmes, trois nouveaux 16

Les Syriennes, qui ont joué un rôle décisif dans la résistance contre Bachar al-Assad, craignent d'être à nouveau marginalisées.

Nouvelles sphères d'action 18

Les réseaux sociaux jouent un rôle important dans les mobilisations citoyennes. Mais ils ne remplacent pas l'action.

En échange de six vaches 20

Dans le nord du Kenya, une fondation tente de protéger les jeunes filles des mutilations génitales et des mariages forcés.

Unir ses forces 22

L'engagement en faveur des droits humains peut revêtir plusieurs formes. Focus sur les activistes de Suisse, d'Allemagne et d'Autriche.

Une forteresse sans raison d'être 24

Petar Rosandić combine les casquettes de rappeur, d'opposant politique et de défenseur des droits des migrant-e-x-s. Portrait.

### ÉCLAIRAGES

Arménie 26

« Nous avons perdu tout espoir de retour »

Tunisie 28

Les rappeurs dans le collimateur

Suisse 30

Un contre-projet insuffisant

Médias 32

Les médias peuvent-ils vraiment être neutres?

Tanzanie 34

Derrière les safaris, le drame à huis clos des Maasaïs

### ÉCHOS

Regards croisés 40

Par Sandrine Pilloud et Vladimir Zoran

Chroniques 42

Notre rapport à l'eau

Un autre regard sur Gaza

Chroniques 43

Anatomie d'une guerre méconnue

Une Histoire, trois générations

Interview culturelle 44

La petite chaîne qui monte

### AGIR

Marathon des lettres 45

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N° 123, décembre 2025. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amené à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage inclusif non-binaire: plus d'informations sur [amnesty.ch/epicene](https://amnesty.ch/epicene). Éditeur : Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél.: 031 307 22 22. Rédaction : AMNESTY, rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél.: 021 310 39 40, e-mail: [redaction@amnesty.ch](mailto:redaction@amnesty.ch). Administration : Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. Merci! Rédacteur en chef: Jean-Marie Banderet. Journaliste: Baptiste Fellay. Rédaction: Nadia Boehlen, Yohan Châble, Hannah El-Hitami, Cristina Karrer, Julia Kichel, Nicolò Lanfranchi, Manuela Reimann Graf, Izia Rouviller, Lisa Salza, Susanne Schmidt, Théophile Simon, Alex Stanic, Julia Trampitsch, Sami Zaïbi. Corrections: Anne Florence Perrenoud, Jérôme Rivollet. Ont également participé à ce numéro: Véronique Gigon, Michael Ineichen, Anaïd Lindemann, Déo Negamiyimana, Sandrine Pilloud, Vladimir Zoran. Diffusion: membres (dès cotisation de 30 francs par an). Le magazine AMNESTY est disponible en ligne: [amnesty.ch/magazine](https://amnesty.ch/magazine). Conception graphique: [www.muellerluetolf.ch](http://www.muellerluetolf.ch). Mise en page: Atoll « îlots graphiques ». Catherine Gavin. Impression: Stämpfli, Berne. Tirage: 29190 exemplaires.

## RETOUR D'UN OPPOSANT POLITIQUE

Les autorités **ougandaises** ont libéré Robert Lugya Kayingo début septembre. L'avocat, qui est également président du parti d'opposition *Ugandan Federal Alliance*, a pu retourner en Afrique du Sud, où il est établi. Il avait été emprisonné pendant vingt-sept jours sans que sa famille sache où il se trouvait, après avoir été arrêté le 17 juillet à l'aéroport d'Entebbe

alors qu'il se rendait à des funérailles. On soupçonne que cette détention illégale visait à l'empêcher de participer à des activités politiques en Ouganda.



© André Gottschalk

## PROTECTION DES ENFANTS SUR INTERNET

Le 17 septembre, le président Luiz Inácio Lula da Silva a signé la première loi **brésilienne** visant à protéger les droits des enfants sur internet. Soutenue par la gauche comme par la droite, cette loi oblige les entreprises du numérique dont les services sont utilisés par des enfants à développer des produits dans l'intérêt supérieur des jeunes utilisateur-ice-x-s et à leur garantir un niveau maximal de sécurité et de protection des données. Elle interdit notamment la monétisation ou la promotion de contenus qui sexualisent ou érotisent les enfants ou les adolescent-e-x-s.

## UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS LA PROTECTION DE L'ENFANCE

L'inscription du droit à une éducation sans violence dans le Code civil **suisse** marque une avancée historique pour la protection des enfants et des jeunes. Après le Conseil national, le Conseil des États a approuvé la modification de la loi le 9 septembre. Pour la première fois, il est clairement établi que les enfants ont droit à une éducation sans violence physique ou psychologique.

## TROIS ACTIVISTES LGBTQIA+ LIBÉRÉ-E-X-S

Les militant-e-x-s Hivda Selen, Sinem Çelebi et Doğan Nur ont été libéré-e-x-s. Ils avaient été arrêté-e-x-s le 29 juin en marge de la marche des fiertés à **Istanbul**, puis placé-e-x-s en détention préventive le lendemain sur la base d'accusations sans fondements. Doğan Nur a été libéré le 30 juillet, Sinem Çelebi et Hivda Selen le 8 août. Lors d'une audience, au cours de laquelle ces deux dernières ont comparu aux côtés de 51 autres personnes, la Cour a ordonné qu'elles soient libérées jusqu'à leur procès.

## ENQUÊTE SUR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS DANS LES CONFLITS

Le 6 octobre 2025, lors de sa 60<sup>e</sup> session à Genève, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté une nouvelle résolution sur le **Soudan** qui prolonge d'un an le mandat de la Mission d'enquête internationale indépendante. Cette dernière peut ainsi poursuivre ses enquêtes sur les crimes liés au conflit et tenter d'en identifier les responsables. Le même jour, le Conseil des droits de l'homme a adopté une autre résolution créant un mécanisme indépendant chargé d'enquêter sur les violations des droits humains en Afghanistan.

## DROITS POLITIQUES POUR LES PERSONNES AVEC HANDICAP

En **Suisse**, environ 16 000 personnes vivant avec un handicap cognitif ou psychique sont privées du droit de vote et d'éligibilité. Une situation contraire à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. Le 15 septembre, le parlement a décidé de mettre un terme à cette discrimination. Le dernier mot reviendra au peuple.

## SEUL UN OUI EST UN OUI

En **France**, les relations sexuelles sans consentement explicite seront désormais considérées comme des viols. Le sénat a suivi l'assemblée nationale en adoptant le projet de loi. Cette décision intervient quelques mois après le retentissant procès des viols de Mazan, où la question du consentement avait occupé une place centrale: plusieurs accusés avaient déclaré ne pas avoir eu l'impression de violer Gisèle Pelicot. La Fédération nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles a alerté sur la nécessité d'accompagner cette nouvelle loi d'une « véritable éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle », et d'une formation des magistrat-e-x-s ainsi que des policier-ère-x-s et gendarmes. La France rejoint d'autres pays ayant modifié leur législation en ce sens, parmi lesquels le Canada, la Suède, l'Espagne ou encore la Norvège depuis le printemps 2025.



En France, les femmes manifestent depuis des années pour un durcissement du droit pénal en matière sexuelle, comme ici, à Paris, en 2023.

## RÉSERVE NATURELLE TRANSFRONTALIÈRE

En août, les chef-fe-x-s d'État du **Mexique**, du **Guatemala** et du **Belize** ont annoncé la création d'une immense réserve forestière tropicale s'étendant sur les trois pays. Avec près de 6 millions d'hectares, la *Great Mayan Jungle Biocultural Corridor* deviendrait la deuxième plus grande réserve naturelle d'Amérique latine, après la forêt amazonienne. Selon les médias, le projet prévoit de réunir les forces de sécurité et les autorités administratives locales afin de lutter contre la déforestation par les cartels et de protéger les terres contre les effets néfastes de l'élevage, des mines et de l'exploitation forestière. Lors de la réunion des chef-fe-x-s d'État, l'extension d'une ligne ferroviaire mexicaine vers le Belize et le Guatemala a également été discutée. Le « train maya » fait toutefois l'objet de critiques, car il traverserait également des zones de jungle et des territoires appartenant à des communautés autochtones.

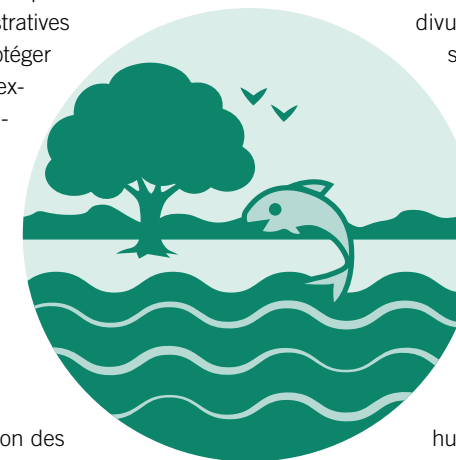
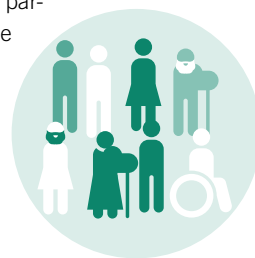
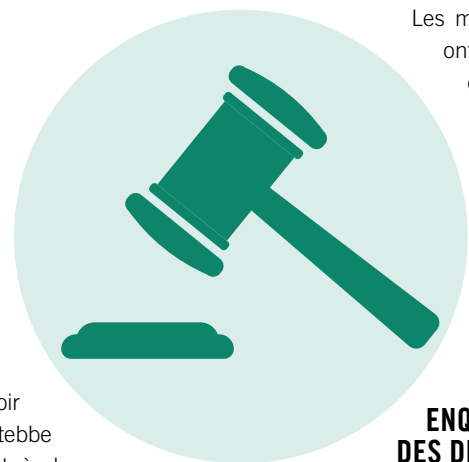
## RÉDUCTION DU TROU DANS LA COUCHE D'OZONE

Le trou dans la couche d'ozone continue de se réduire. La réduction des substances anthropiques nocives a joué un rôle décisif. La couche d'ozone bloque les rayons UV qui peuvent provoquer des cancers de la peau ou des cataractes, et qui endommagent la flore. La protection de la couche d'ozone est donc un droit humain instauré par le Protocole de Montréal de 1987.

## ACCORD MONDIAL CONTRE LA PÊCHE INCONTRÔLÉE

Un nouveau texte visant à protéger les stocks halieutiques mondiaux est entré en vigueur. L'**Organisation mondiale du commerce** (OMC) a conclu un accord visant à mettre fin à la pêche abusive dans les océans du globe. Il interdit les subventions accordées aux flottes de pêche les plus nuisibles.

Le traité oblige également les États à divulguer davantage de données sur les stocks et les subventions, et à rendre compte de la manière dont les stocks surexploités sont reconstitués. La surpêche menace les moyens de subsistance de millions de personnes. En outre, selon diverses ONG et médias, la baisse des rendements entraîne le travail forcé et la traite des êtres humains.





## LES EXÉCUTIONS REPARTENT À LA HAUSSE

**ÉTATS-UNIS** – En 2025, les États-Unis ont exécuté 39 personnes (selon le décompte arrêté fin octobre), dont un nombre particulièrement élevé ces derniers mois. De nouvelles exécutions sont déjà programmées. La peine capitale reste autorisée au niveau fédéral, dans l'armée, ainsi que dans 27 États, même si toutes les juridictions ne l'appliquent pas. Le président Donald Trump, qui y voit une « mesure de dissuasion très forte », souhaite que l'accusation puisse réclamer la peine de mort pour les affaires de meurtre à Washington. Avant même son entrée en fonctions, il avait promis d'ordonner au Ministère de la justice d'exiger systématiquement ce type de condamnation pour les affaires de meurtre.

## LES FEMMES DALITS EXCLUES DE L'ACCÈS À L'EAU

**BANGLADESH** – Sur la côte sud-ouest, à Khulna et à Satkhira, les femmes dalits employées dans la gestion des déchets mènent un véritable combat quotidien pour accéder à l'eau potable et à des installations sanitaires dignes. Selon un rapport d'Amnesty, leur caste et leur profession les empêchent de bénéficier des mesures publiques contre les effets du changement climatique – alors qu'elles comptent parmi les plus exposées. Beaucoup n'ont pas accès à une eau potable : elles parcourent de longues distances pour en trouver, paient des prix exorbitants ou doivent se contenter d'une eau insalubre qui leur cause des maladies. À cela s'ajoute la dimension de genre : les toilettes accessibles manquent d'intimité et sont souvent difficiles d'accès. Par peur pour leur sécurité, nombre d'entre elles retiennent leurs besoins, au risque de contracter des infections.

L'avocate **Chow Hang-tung**, actuellement emprisonnée, a été inculpée pour « incitation à la subversion » en vertu de la nouvelle loi sur la sécurité nationale et risque jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

## RITA KARASARTOVA CONdamnÉE À CINQ ANS AVEC SURSIS

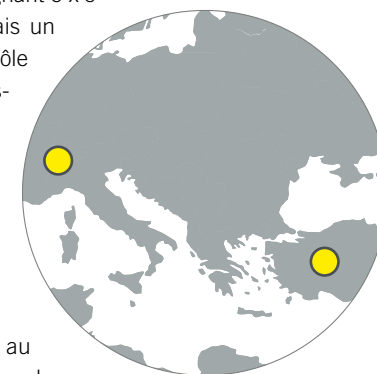
**KIRGHIZISTAN** – Le 18 septembre 2025, la militante des droits humains Rita Karasartova a écopé d'une peine de cinq ans avec sursis. Arrêtée en avril, puis accusée en juillet « d'organisation de troubles massifs » et « d'incitation à un renversement violent du pouvoir », elle était dans le collimateur des autorités depuis 2022. Cette année-là, elle s'était opposée à un accord frontalier qui cédait un réservoir d'eau douce à l'Ouzbékistan. Avec 26 autres militant-e-x-s mobilisé-e-x-s contre la pauvreté et l'injustice, elle avait dénoncé le manque de transparence du gouvernement et appelé à une manifestation pacifique. Amnesty s'était engagée pour elle lors du Marathon des lettres 2023.

## MILLE CINQ CENTS JOURS DE DÉTENTION PROVISoire

**CHINE** – L'avocate hongkongaise Chow Hang-tung, défenseure des droits humains, est enfermée depuis vingt-deux mois pour avoir commémoré les victimes du massacre de Tiananmen. Elle avait participé à une veillée en 2020, avant de lancer, l'année suivante, un appel à allumer des bougies sur les réseaux sociaux. Arrêtée en septembre 2021 avec d'autres membres du mouvement prodémocratie *Hong Kong Alliance*, elle est accusée « d'incitation à la subversion ». La justice lui refuse systématiquement la liberté sous caution. Le 3 novembre 2025, la Cour suprême a rejeté son recours visant à annuler les poursuites contre l'alliance. Après plusieurs reports, son procès devrait s'ouvrir le 22 janvier prochain. Chow Hang-tung se trouve en détention provisoire depuis plus de mille cinq cents jours. Amnesty avait récolté des milliers de signatures en sa faveur lors du Marathon des lettres 2022.

## LES HABITANT-E-X-S DE L'ÎLE DE PARI CONTRE HOLCIM

**SUISSE / INDONÉSIE** – En janvier 2023, quatre habitant-e-x-s de l'île indonésienne de Pari ont porté plainte devant le Tribunal de Zoug contre Holcim, le géant suisse du ciment. Leur île subit des inondations de plus en plus graves, liées au changement climatique, qui menacent leur existence même. Iels demandent qu'Holcim prenne en charge une partie des réparations : selon le *Climate Accountability Institute*, l'entreprise figure parmi les 180 sociétés les plus émettrices de CO<sub>2</sub> depuis l'ère préindustrielle. En septembre 2025, le tribunal de Zoug – où se trouve le siège d'Holcim – a examiné l'admissibilité de la plainte et devrait rendre une décision sous peu. Une décision favorable aux plaignant-e-x-s aurait valeur de première en Suisse : jamais un groupe n'a encore dû y répondre de son rôle dans le réchauffement climatique. Le dossier pourrait ainsi ouvrir la voie à d'autres actions du même type.



## CRIMINALISATION DES PERSONNES LGBTQIA+

**TURQUIE** – « Comportements contraires au sexe biologique » ou « à la morale générale », les formules contenues dans un projet de loi, dévoilé en octobre, sont volontairement floues. Cette réforme du code pénal turc criminaliserait de fait la communauté LGBTQIA+. Le texte prévoit un article qui punit toute expression de genre ou de sexualité jugée contraire à la « morale publique ». Il introduit aussi une interdiction de la « propagande LGBTQIA+ », à l'image de ce qui existe en Russie ou en Hongrie. Avec une telle loi, les mariages entre personnes du même sexe pourraient mener en prison, et les personnes trans n'auraient presque aucune chance d'obtenir une reconnaissance légale. Le projet durcit également l'accès aux traitements d'affirmation de genre, et menace de peines d'amende ou de prison le personnel médical qui les pratiquerait de manière jugée « illégale ».

## L'ONU SOUFFLE SES 80 BOUGIES

Le 24 octobre 2025, l'Organisation des Nations unies fêtait ses 80 ans. Ce jour-là, en 1945, la Charte entrait en vigueur et ouvrait la voie à un nouvel ordre juridique international. Les 51 États membres d'origine s'étaient alors donné trois missions centrales : préserver la paix, renforcer la coopération internationale et promouvoir les droits humains. Aujourd'hui, l'ONU et le multilatéralisme traversent une zone de fortes turbulences : tensions géopolitiques, conflits multiples et difficultés financières entravent le travail de ses organes. L'anniversaire relance avec force les débats sur une réforme de l'institution, en particulier de son Conseil de sécurité.

## REGARD DÉCALÉ PROPAGANDE DE TAILLE

« Sarko a-t-il subitement pris 15 centimètres ? » C'est la question qui a amusé les internautes en raison d'une couverture de *Paris Match* l'affichant aux côtés de sa femme. Sur la photo, les amoureux semblent être de la même taille. Quelques jours après l'incarcération de l'ex-président, l'hebdomadaire détenu par Bernard Arnault, le directeur général de LVMH, lui consacrait plusieurs pages, dans une mise en scène digne des plus grands dramaturges grecs. Si la presse internationale salue la condamnation de Nicolas Sarkozy, en France les médias patronaux se sont alliés pour le défendre. Il suffit de suivre l'un des titres détenus par Bolloré (Cnews, Europe1, JDD, etc.) pour s'en convaincre. Et si l'on vend le petit Nicolas comme le héros tragique d'un feuilleton construit de toutes pièces, son antagoniste doit être l'État de droit incarné par les juges qui ont osé le condamner. Au-delà de la grossièreté de la démarche, cette offensive a de quoi préoccuper. Et à force de se victimiser pour ne pas avoir à reconnaître ses torts, pas sûr que Sarkozy sera sorti grandi de prison.

Baptiste Fellay

## (RE)PRENONS CONTACT

Un article vous a fait réagir ? Vous souhaitez proposer un sujet pour notre prochain numéro ? Ou faire paraître une lettre de lecteur-riche-x ? La rédaction du magazine AMNESTY se fera un plaisir de vous lire et de vous répondre.

La rédaction

Écrivez-nous à [redaction@amnesty.ch](mailto:redaction@amnesty.ch) ou par courrier à Amnesty International Suisse, Rédaction AMNESTY, case postale, 3001 Berne.



Le danger vient désormais aussi des airs. L'utilisation croissante de drones comme armes a changé le visage de la guerre en **Ukraine**. Ces appareils high-tech sont utilisés par les deux camps pour mener des attaques contre les combattant-e-x-s adverses. Récemment, des drones russes ont ciblé non seulement des militaires, mais également des civils et des journalistes, obligeant les soldat-e-x-s ukrainien-ne-x-s à improviser des systèmes de défense, parfois à l'aide de filets de pêche usagés, pour protéger les véhicules et les passant-e-x-s, comme sur cette route qui dessert la ville de Kostiantynivka, située en première ligne dans la région de Donetsk.

## DU SABLE DANS LES ROUAGES

**Lisa Salza** est responsable thématique pour les régions Amériques, Europe et Asie centrale auprès de la section suisse d'Amnesty International.



Quand j'ai pris mes fonctions comme responsable pays chez Amnesty Suisse, en août 2014, je me suis concentrée sur la Russie. Cela faisait à peine deux ans que l'ex-agent du KGB Vladimir Poutine avait repris les rênes du Kremlin. En quelques mois, il avait déjà fait passer en force une série de lois à la Douma, lançant les premiers engrenages de la machine répressive parfaitement huilée que l'on connaît aujourd'hui : une loi stigmatisait les ONG comme « agents de l'étranger », une autre – la loi « anti-LGBTQIA+ » – interdisait, sous couvert de protection de l'enfance, toute information sur l'autodétermination sexuelle. La même année, l'autocrate en pleine ascension profitait aussi des Jeux olympiques d'hiver pour faire taire à l'avance les voix critiques. En coulisses, il préparait l'occupation illégale de la Crimée.

À l'époque, la communauté internationale le laisse largement faire. Par opportunisme – Moscou était (et reste) un fournisseur bon marché de pétrole et de gaz – mais aussi par impuissance : en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie bloquait toute décision allant contre ses intérêts. Poutine n'a pas inventé l'autocratie, mais il en a écrit le scénario idéal pour notre ère.

La recette est simple : il s'agit de réduire la marge de manœuvre de la société civile au point que des projets controversés puissent passer sans opposition réelle. Poutine n'a lancé l'assaut contre l'Ukraine qu'une fois la dissidence muselée chez lui. Autre ingrédient essentiel des régimes autoritaires : le démantèlement progressif de l'État de droit. Celui-ci peut être réalisé à grande vitesse, comme aux États-Unis ou en Géorgie aujourd'hui, ou par petites touches, comme en Hongrie, en Tunisie ou encore au Nicaragua par le passé. Les lois fourre-tout, floues dans leur formulation mais clairement contraires au droit international dans leur application, ont la cote. Les fameuses « lois antiterroristes », par exemple, servent de socle à un État qui aime surveiller et criminaliser les militant-e-x-s.

La diffusion volontaire de désinformation fait également partie du manuel autocratique. On bâillonne les médias indépendants, on gave les algorithmes des réseaux « sociaux » de contenus haineux. L'affirmation grotesque de Donald Trump selon laquelle des migrant-e-x-s voleraient et mangeraient des animaux domestiques en est une illustration. Ce type de mensonge construit un récit, dans lequel certaines communautés deviennent les boucs émissaires de tous les problèmes sociaux ou économiques. Les entreprises de la tech – qui fournissent non seulement les plateformes diffusant des *fake news*, mais aussi les outils d'intelligence artificielle permettant de traquer les activistes – se sont révélées des alliées fiables.

Aucun pays n'est à l'abri de céder aux tendances autocratiques. Pas même la Suisse. Quand l'État surveille des activistes, quand des voix de premier plan du monde politique pointent du doigt des groupes entiers pour expliquer tout ce qui va mal et leur contestent leurs droits, les graines sont semées. Et ces récits et ces pratiques autocratiques trouvent alors un terrain fertile.

Mais nous ne sommes pas condamné-e-x-s à rester spectateur-riche-x-s. Si nous restons vigilant-e-x-s, si nous défendons les principes de l'État de droit, si nous faisons preuve de solidarité et soutenons les voix courageuses au sein des régimes autoritaires, nous pouvons peser. Nous n'arriverons pas à enrayer une machine répressive du jour au lendemain, mais notre résistance collective jette sans cesse du sable dans ses rouages. Et plus ces grains s'accumulent, plus les engrenages peinent à s'emboîter – jusqu'à ce que, espérons-le, la machine s'arrête complètement. |



## Relais de l'État

Quel est le point commun entre des femmes sud-africaines qui dépolluent un cours d'eau dans leur quartier, les personnes qui se sont engagées à bord des flottilles pour Gaza et un musicien qui dénonce le sort réservé aux réfugié-e-x-s aux frontières de l'Europe ? Toutes ces personnes se substituent à leurs gouvernements respectifs pour réaliser des tâches qui leur incomberaient en principe. Elles agissent en dehors du contrôle de l'État ; elles forment la société civile.

# « Qui proteste, témoigne »

Manifester est l'un des instruments les plus importants de la société civile pour défendre les droits humains. Mais comment naît l'étincelle collective? Que faut-il pour qu'elle porte ses fruits?

Entretien avec Jannis Julien Grimm\*. Propos recueillis par Julia Knichel

► **AMNESTY:** On voit actuellement les mouvements de contestation s'intensifier partout autour du globe. Qu'est-ce qui pousse des individus à descendre dans la rue?

◄ **Jannis Julien Grimm:** On s'engage dans un mouvement quand l'on ressent un besoin puissant de changement, souvent déclenché par l'indignation face à ce qui se passe autour de nous. Ce sentiment ne se manifeste pas forcément par la colère; il peut également s'exprimer par une profonde tristesse silencieuse. Ainsi se crée une tension entre ses convictions personnelles et ce que l'on perçoit dans la société. Lorsque les valeurs et les notions de justice propres à chacun entrent en conflit avec les actions réelles de la société, cette rupture devient palpable – et peut constituer le point de départ d'un mouvement.

► **Qu'est-ce qui transforme le mécontentement sociétal en véritable mouvement?**

◄ Pour que cette tension se concrétise, il faut que quelqu'un l'organise. Il faut donc des personnes capables de mettre en mots l'indignation morale, de formuler des messages et de savoir comment organiser des manifestations, comment forger des alliances. Pour comprendre ce phénomène, il faut

pouvoir distinguer les causes structurelles des déclencheurs immédiats. Les causes structurelles sont le terreau du mécontentement: croissance des inégalités sociales, exclusion de certains groupes, stigmatisation ou absence de représentation politique. Ces facteurs façonnent le climat sociétal et signalent qu'il y a dysfonctionnement. Et les déclencheurs concrets peuvent être un scandale, un incident violent, une injustice flagrante. Ce sont ces événements qui viendront souvent mettre le feu aux poudres et lancer le mouvement.

► **Y a-t-il des exemples historiques de tels déclencheurs?**

◄ Dans la recherche, on parle d'«événements de choc moral». Ce sont des moments qui bouleversent émotionnellement les individus au point qu'ils ne peuvent plus rester spectateurs. Il s'agit souvent d'actes de violence – par exemple l'assassinat de George Floyd aux États-Unis ou celui de Jina Mahsa Amini en Iran. Ces personnes et leurs destins deviennent des points de cristallisation symboliques de la résistance. Il est souvent bénéfique pour un mouvement d'avoir des visages capables de canaliser la sympathie. Greta Thunberg, par exemple, incarne et façonne le mouvement climatique. D'autres se retrouvent involontairement à remplir ce rôle, comme certains membres de la *Last Generation*, qui sont devenus les porte-parole par accident et, de ce fait, la cible d'hostilités publiques.

► **On observe une tendance à la répression des manifestations. Sont-elles en danger, même dans les démocraties?**

◄ L'engagement de la société civile fait face à des répressions, des restrictions et une surveillance croissantes. Les manifestations sont de plus en plus criminalisées, interdites préventivement ou réprimées par une force policière excessive. Et ce, même si dans les démocraties, la majorité d'entre elles restent civiles, ordonnées et légalement légitimes. On constate également que les manifestations actuelles sont organisées de façon plus décentralisée et reposent fortement sur les communautés. Elles invoquent le droit international et placent les principes normatifs au premier plan – des principes inscrits dans les constitutions européennes, les accords

## La société civile, qu'est-ce que c'est?

On en parle souvent, parfois à tort et à travers. Le terme société civile désigne tantôt des groupes de citoyen-ne-x-s engagé-e-x-s, tantôt la façon dont iels s'organisent ou encore l'espace où leur engagement s'exprime. Son contour reste flou, mais son rôle, lui, est essentiel.

La société civile, ce sont toutes les personnes qui s'associent librement, sans lien direct avec l'État ni le secteur privé, pour défendre des causes d'intérêt général. Des associations locales aux ONG internationales,

en passant par les syndicats, les fédérations professionnelles ou les Églises, elle réunit une mosaïque d'acteurs qui font vivre le débat public.

Souvent, c'est lorsque des besoins collectifs sont ignorés que ces mouvements prennent forme. En ce sens, la société civile agit comme un contre-pouvoir politique, rappelant aux institutions les attentes de la population. L'État a le devoir de protéger et d'encourager cet engagement par un cadre juridique clair – sans pour autant le brider.

Même en Suisse, cet espace de liberté n'est pas toujours à l'abri des pressions. Certaines voix réclament par exemple des conditions de financement plus strictes pour les ONG, tandis que des procès stratégiques (ou «procédures-bâillons») cherchent parfois à faire taire les enquêtes menées par les ONG ou les médias. Des signes, peut-être, que la société civile reste un acteur qui dérange.

Manuela Reimann Graf

internationaux et la Charte des Nations unies. Récemment, les activistes des manifestations pour Gaza rapportent une nette augmentation de la violence policière; mes recherches confirment ce phénomène. Parmi les méthodes observées, les étranglements et les coups portés à des personnes allongées au sol se multiplient.

► **Pourquoi l'opinion publique perçoit-elle les manifestations comme des perturbations?**

◄ Pour beaucoup, manifester apparaît d'abord comme une solution radicale, comme une perturbation du déroulement normal de la démocratie. Cette perception légitime souvent une grande partie de la répression, en qualifiant les mouvements sociaux d'«antidémocratiques» ou d'«anticonstitutionnels». Le discours dominant associe la protestation à l'image de «jeunes irrationnels», parce que ce sont eux qui descendent dans la rue contre les injustices. On oublie alors que la protestation est intimement liée à des processus constructifs et créatifs, et qu'elle puise sa force dans la synergie avec d'autres formes d'engagement citoyen. Le mot latin *protestari* signifie «témoigner». Qui proteste, témoigne – pas seulement *contre* quelque chose, mais aussi *pour* une cause.

► **Ne peut-on pas s'engager dans la société civile autrement qu'en manifestant?**

◄ Si, bien sûr, il existe de nombreuses formes d'engagement civique. La recherche et l'enseignement peuvent alimenter le rôle de la société civile lorsqu'ils examinent des thèmes comme la démocratie, les droits humains ou la répression, contribuant ainsi à éclairer le public. De nombreuses ONG, associations et organisations œuvrent pour des causes

sociales, écologiques ou politiques. Et il ne faut pas non plus oublier l'activisme individuel et collectif, jusqu'à la désobéissance civile.

► **Pourquoi certains mouvements ralentissent-ils avec le temps?**

◄ Dans le meilleur des cas, un mouvement devient superflu après avoir atteint ses objectifs. Une perte de vitesse peut aussi survenir lorsque les institutions politiques ou d'autres groupes s'emparent du sujet. Parfois c'est utile à la cause, mais ce genre de récupération remet en question la légitimité du mouvement à continuer de manifester. Parfois encore, les manifestations ont pour effet de diminuer la sympathie du public pour une cause. Cela ne signifie pas automatiquement leur échec. L'essentiel est de savoir si elles suscitent le débat, transforment les structures ou influencent durablement les processus politiques. Historiquement, de nombreux mouvements réussis étaient controversés, voire haïs. Des études montrent que les manifestations pour le climat ont considérablement accru la prise de conscience du changement climatique, même dans les contextes où les activistes ont été rejetés.

► **Comment la société peut-elle aider les protestations à perdurer?**

◄ Un mouvement doit se réinventer et adapter ses revendications au fil du temps pour survivre. Nous, en tant que société civile, pouvons soutenir cela en défendant les espaces de protestation, en renforçant les réseaux de solidarité et en maintenant le dialogue, même lorsque les positions sont inconfortables. |



\*Le Dr Jannis Julien Grimm mène des recherches à Berlin sur les liens entre violence politique et mouvements sociaux. Il dirige le groupe de recherche «Radical Spaces» au Centre de recherche interdisciplinaire sur la paix et les conflits de l'Université libre de Berlin et est membre de l'Institut de recherche sur la protestation et les mouvements (IPB).

◀ Dans le township d'Alexandra, en banlieue de Johannesburg, des femmes ramassent bénévolement les déchets accumulés sur une barrière flottante.



© Cristina Karrer

## Les guerrières de l'eau

Chaque semaine, dans le quartier d'Alexandra, une poignée de volontaires descendent dans les eaux polluées du fleuve Juskei pour en retirer des déchets. Un travail de Sisyphe, mais qui attire désormais l'attention bien au-delà du quartier. Par Cristina Karrer

Le ciel est limpide, le thermomètre affiche à peine 5°C. Un matin d'hiver typique à Johannesburg. Sur la berge, les femmes se sont regroupées en cercle, emmitouffées dans des bonnets ou des couvertures de laine. Elles attendent les instructions de Mpho Tefo. Derrière elles coule le Juskei, un fleuve qui traverse Alexandra sur plus de sept kilomètres et coupe le township en deux.

« Bonjour Mesdames, répartissons-nous le travail », lance Mpho Tefo, la cinquantaine, énergique et toujours prête à plaisanter. Elle a cofondé il y a trois ans le projet citoyen *Alexandra Water Warriors*. Ce matin, seules trois volontaires pourront entrer dans l'eau : l'association ne dispose que de trois combinaisons imperméables à la bonne taille. Les autres doivent longer les berges, surtout sur la rive opposée, où les déchets débordent des cabanes en tôle et finissent dans le fleuve. Chacune inscrit son nom sur la feuille de présence : l'ONG enregistre scrupuleusement les heures de bénévolat.

« Ces femmes ne sont pas rémunérées, mais elles espèrent toutes l'être un jour. C'est possible », explique Mpho Tefo, qui a elle-même commencé comme bénévole. Les plus assidues ont une chance d'obtenir, à terme, une petite compensation.

**La maison des ancêtres** | Maria Motloug fait partie des plus motivées. Elle a dépassé la cinquantaine et vit dans une cabane avec ses six petits-enfants. Quatre dorment à même le sol, deux partagent le seul lit, qui occupe la moitié

de la pièce. Comme beaucoup, Maria est arrivée de la campagne il y a plus de trente ans, espérant trouver du travail à Johannesburg. Mais avec l'un des taux de chômage les plus élevés du monde – plus de 30 % –, les opportunités de travail sont rares.

En 2021, juste après le dernier confinement dans le cadre de la pandémie de Covid-19, elle a vu pour la première fois des femmes retirer les débris du Juskei. « L'eau, c'est la vie. Ce fleuve est notre artère vitale, il abrite nos ancêtres. Quand il est sale, ils sont tristes, et même en colère. On le ressent lorsqu'il déborde – et cela arrive souvent », dit Maria. Alors, pour elle, rejoindre les *Water Warriors* allait de soi. Depuis, elle leur consacre deux matinées par semaine, de 8 heures à midi.

Ce jour-là, malgré le froid, Maria se porte volontaire dès le petit matin. Son visage tanné raconte des années de travail en extérieur. Avec deux compagnes, elle enfile la combinaison, attrape un sac en plastique et descend prudemment la berge escarpée. Leur objectif : une barrière flottante installée par l'ONG pour retenir les déchets. Briques de lait, bouteilles, chaussures, couches, canettes de bière : on y trouve de tout. Pendant que Maria et ses coéquipières remplissent leurs sacs, les autres nettoient l'autre rive.

« Ça ne s'arrête jamais. Dans trois jours, la barrière sera de nouveau pleine », souffle Maria deux heures plus tard, après avoir remonté quatre sacs remplis de débris. « Mais

on ne peut pas abandonner. Ni pour nos ancêtres ni pour nos enfants. Je veux qu'un jour, ils puissent jouer et nager ici à nouveau. »

**Protéger les femmes** | Non loin, Wilton Tusa, presque 60 ans et voix de rocaille, surveille la scène avec un collègue. Il fait partie des rares soutiens rémunérés : sept hommes assurent la sécurité des volontaires. « Un grand mot », plaisante-t-il : aucun d'entre eux n'est armé ni formé au combat. Mais tous prennent leur rôle à cœur. Par radio, ils restent en contact avec les collègues qui protègent d'autres tronçons du fleuve. Wilton, lui aussi, avait commencé comme bénévole avant de devenir salarié. Il reçoit environ 150 francs suisses par mois.

« Alexandra est un endroit dangereux, surtout pour les femmes. Les violences y sont quotidiennes, les viols fréquents. Notre présence suffit à montrer qu'elles sont protégées », dit-il. Cinq jours sur sept, lui et ses collègues gardent un œil non seulement sur les équipes, mais aussi sur le fleuve. Ils tentent d'empêcher les habitant-e-x-s d'y jeter tout et n'importe quoi. « Ce n'est pas simple. Les mentalités évoluent lentement. Mais on continue, car ce fleuve est vital pour la communauté. »

**L'eau, un droit humain** | « Renoncer ? Jamais », affirme Paul Maluleke, cofondateur du projet. Quand il rencontre les journalistes, il sort toujours une fourre remplie de documents. Car on l'interroge sans cesse sur ses diplômes. Mais ce sont ses racines qui le guident. Sous l'apartheid, son grand-père dirigeait déjà une affaire respectée à Alexandra. Sa grand-mère, guérisseuse traditionnelle, cultivait des plantes médicinales au bord du Juskei.

C'est grâce à un rêve de cette grand-mère, dans lequel une ancêtre lui ordonnait de nettoyer le fleuve, que l'engagement de Paul Maluleke s'est concrétisé. Enfant, il y passait des journées entières. « Les Blancs avaient leurs piscines. Nous, notre fleuve. Pendant l'apartheid, quand on parquait les Noirs dans les townships, le Juskei était notre fierté. Aujourd'hui, j'ai réalisé que l'accès à une eau propre n'est pas un privilège, mais un droit humain. »

La pression démographique s'est envolée. Dans les années 1970, Alexandra comptait quelques centaines de milliers d'habitant-e-x-s. Ils sont près de 2 millions aujourd'hui, dans une Afrique au taux de croissance démographique record. Résultat : des montagnes de déchets, des cabanes illégales partout.

Paul Maluleke se souvient : bien avant le rêve, l'eau empestait déjà. « Le Juskei servait d'égout, on y jetait tout. Les jours de chaleur, l'odeur était insupportable. » Avec quelques

complices, il a donc lancé les *Water Warriors*. Il désigne une portion du fleuve assainie, bordée d'arbres et de verdure, et sourit : « C'est notre *showroom*. On montre ce que pourrait être un fleuve propre : on y voit revenir les poissons et les grenouilles. » Puis il raconte cette anecdote : « Il y a quatre ans, il y avait un canapé qui flottait en plein milieu du courant. Quand on a voulu l'enlever, un homme a surgi avec un couteau, l'a éventré, et en a sorti... un fusil et un sac de billets. »

**Un quartier en mutation** | Aujourd'hui, plus de 3000 personnes participent aux activités des *Water Warriors*. Convaincre les habitant-e-x-s de l'importance de l'écologie n'a pas été simple. Et des sponsors, encore moins : beaucoup craignaient que leur argent soit détourné, voire de risquer leur vie en venant à Alexandra.

« La réputation du township était notre pire ennemi », reconnaît Paul. Contrôlé par des bandes, gangréné par la violence, composé d'un labyrinthe de ruelles : tout semblait fait pour effrayer. Mais Alexandra intrigue aussi, notamment parce que Nelson Mandela y a vécu quelque temps. « Certains voient une plaie béante, d'autres un quartier surpeuplé mais bouillonnant de vie. »

Aujourd'hui, les sponsors et les touristes affluent. Les visites commencent dans le *showroom*, où un restaurant et une aire de jeux permettent d'observer, à distance, le chaos alentour. Des troncs repêchés dans le fleuve attendent d'être transformés en sculptures. À côté, une station de tri – l'une des trois implantées dans la zone – recueille verre, plastique, canettes. Paul Maluleke rêve d'un système de recyclage pour tout Alexandra. Pour l'heure, des centaines de récupérateur-riche-x-s informel-le-x-s tirent un revenu modeste des matériaux collectés.

**Le rôle des hommes** | Reste un problème : l'absence quasi totale d'hommes parmi les bénévoles. « Dans une société encore très machiste, travailler gratuitement vous fait perdre la face. Beaucoup préfèrent traîner dans la rue », regrette Paul Maluleke. Pourtant, insiste-t-il, le bénévolat valorise un CV.

La preuve : Mpho Tefo est aujourd'hui salariée du projet. Hazel Baloyi, 32 ans, l'une des premières guerrières de l'eau, a obtenu un diplôme en comptabilité grâce à une bourse. Elle occupe aujourd'hui un poste fixe dans l'administration des *Water Warriors*. « Je sais que j'ai eu de la chance, mais j'ai aussi travaillé dur », dit-elle en suivant du regard un héron cendré qui se pose sur une pierre du Juskei. « Je crois que la foi ne déplace pas seulement des montagnes. Elle peut aussi rendre la vie à un fleuve – et, avec lui, à nous tous. » |

# Trois femmes, trois nouveaux

Les femmes syriennes ont joué un rôle décisif dans la résistance contre le régime de Bachar al-Assad. Mais elles craignent d'être à nouveau marginalisées dans la nouvelle Syrie. Témoignages croisés de trois militantes pour les droits des femmes. Propos recueillis par Hannah El-Hitami



**Roula Baghdadi**, 44 ans, était avocate à Damas jusqu'en 2017. Elle y défendait les femmes victimes de discrimination et de violences domestiques, ainsi que les prisonnier·ère·x·s politique·x·s après le début de la révolution en 2011. En 2017, craignant des représailles, elle a fui au Liban. Aujourd'hui, elle dirige l'organisation syrienne *Dawlaty*, engagée pour les droits humains et les droits des femmes.

## « Beaucoup de femmes en Syrie ont peur »

Les femmes qui ont participé à la révolution ont changé : elles sont devenues plus fortes. Et maintenant, avec la chute du régime, elles devraient rester à la maison et se taire ? Nous faisons face à

Y compris les militantes pour les droits des femmes : certaines soutiennent le gouvernement, ou veulent lui donner une chance, d'autres refusent de dialoguer ou de collaborer avec lui. Au début, j'encourageais les femmes à s'engager politiquement, mais aujourd'hui, je ne suis plus sûre que ce soit une bonne chose. La participation politique est-elle productive si le système est mauvais ? Selon la déclaration constitutionnelle, le pouvoir est concentré entre les mains du président par intérim, Ahmed al-Sharaa. Participer à un système où on ne peut de toute façon rien changer, c'est participer à une comédie.

un gouvernement extrémiste qui ne respecte pas les droits des femmes. Il cherche à se donner une bonne image devant la communauté internationale, mais en Syrie, beaucoup de femmes ont peur. Moi aussi, j'ai peur. L'une des menaces qui pèsent sur nous est l'enlèvement. De nombreuses femmes de la région côtière ont disparu, et lors des violences à Suwaida l'été dernier, des dizaines de femmes et de filles ont été enlevées. Le gouvernement n'a rien entrepris de sérieux pour élucider ces affaires. Les partisans du régime nient même que ces événements ont eu lieu.

Il y a une année à peine qu'al-Assad a été renversé. Mais depuis, la société syrienne se divise davantage chaque jour.

Notre organisation, *Dawlaty*, se concentre sur le renforcement de la place des femmes dans la société civile. Nous les formons à s'exprimer en public et à mener des actions politiques au niveau local. Il serait important de créer des conseils où les femmes pourraient s'impliquer et être entendues. Je n'ai pas confiance dans le gouvernement, mais j'ai confiance dans la société syrienne, malgré la haine qui y règne. Nous devons dialoguer et rassembler. C'est pourquoi nous organisons des ateliers avec des femmes de la côte, d'Idlib, de Raqqa, de Qamishli et d'autres régions. Notre approche consiste à renforcer les communautés locales et à les relier à l'échelle nationale. |

## « Une Syrie sans al-Assad signifie tout pour moi »

**Huda Khaity**, 46 ans, est la fondatrice de plusieurs centres pour femmes, d'abord dans la Ghouta orientale où elle est née, puis à Idlib depuis son exil en 2013. Elle y dirige le *Women Support & Empowerment Center*, qui offre un soutien juridique, politique et psychologique aux femmes, ainsi que des formations professionnelles. Depuis la chute de Bachar al-Assad, elle partage son temps entre Idlib et la Ghouta orientale, où elle tente de reconstruire les centres détruits.

Pendant quatorze ans, les femmes syriennes ont lutté contre le Gouvernement al-Assad et ont obtenu des avancées significatives. Aujourd'hui, nous avons le droit de participer à tous les aspects de la reconstruction. Pourtant, il reste difficile pour nous de trouver notre place dans les nouvelles dynamiques politiques. Or, nous ne devons pas nous contenter d'être des

figures symboliques, nous devons pouvoir occuper des postes décisionnels. Certains progrès sont à souligner, comme la nomination d'une ministre ou l'intégration de femmes dans des comités, comme celui sur la justice transitionnelle ou sur les disparus. Mais cela reste insuffisant. Tout porte à croire que nous devons continuer à nous battre depuis l'opposition.

L'islam politique est souvent diabolisé. Mais à mes yeux, l'islam a toujours été un soutien pour la cause des femmes, nous garantissant des droits en matière d'héritage, d'économie et d'éducation. L'islam n'a jamais été opposé aux droits des femmes, même s'il est parfois interprété de manière erronée. Je viens d'une société conservatrice, mais à Idlib, je vis seule, j'occupe un poste de direction et je m'exprime librement. Il faut dire que la société civile joue un rôle clé : quand elle soutient les femmes, le gouvernement ne peut s'y opposer. Malheureusement, dans de nombreuses régions, la guerre a détruit les valeurs de la société en même temps que les infrastructures. Une part fondamentale de notre mission consiste donc désormais à sensibiliser davantage aux droits des femmes.

Être dans une Syrie sans al-Assad signifie tout pour moi. J'ai survécu aux massacres, aux attaques chimiques de 2013 et de 2018, aux bombardements et à l'exil. J'ai perdu des membres de ma famille. Nous avons payé un prix élevé pour cette liberté, et nous devons la défendre avec force. En matière de droits des femmes, nous ne devons pas nous arrêter jusqu'à ce que nous puissions toutes avoir accès aux postes à responsabilité, et que les droits de toutes soient respectés. Reconstruire est bien plus difficile que détruire. Cela demandera beaucoup d'énergie, après ces années qui nous ont épuisées. Mais personne ne reconstruira notre pays à notre place. Je pense souvent aux *Trümmerfrauen*, ces Allemandes qui ont déblayé les décombres des villes bombardées au sortir de la Seconde Guerre mondiale : elles sont un modèle pour moi. |

## « Nous, les femmes, travaillons pour une cause commune »

Je suis devenue avocate parce que j'ai toujours vu les juristes comme des personnalités fortes, capables de soutenir les femmes de leur entourage. De plus, en tant que Kurde, beaucoup de mes droits étaient restreints en Syrie. Les premiers mois après la chute de Bachar al-Assad, nous étions pleins d'espoir. La peur des services secrets avait disparu et les gens recommençaient à parler librement. Mais les violences sur la côte et à Suwaida ont ravivé les craintes. Beaucoup redoutent que ces événements ne se reproduisent dans d'autres régions, notamment dans les zones kurdes.

En tant que femme kurde, je n'ose pas me rendre à Damas. Peut-être qu'il ne m'arriverait rien, beaucoup de gens y vont et en reviennent. Mais parce que je suis militante, je crains d'avoir des problèmes. Récemment, à un checkpoint à Damas, on m'a demandé si j'étais Kurde ou Arabe, à cause de mon apparence. Si j'avais porté un voile, on ne m'aurait probablement rien demandé. Il y a de nombreux signes que les groupes religieux et ethniques deviennent des cibles, ce qui pousse ces communautés à se replier sur elles-mêmes, par peur.

**Sawsan Reshid**, 37 ans, est une avocate originaire d'Afrin qui vit à Qamishli, dans le nord-est, depuis 2018. Elle se consacre aux droits au logement, à la terre et à la propriété des personnes déplacées. Elle a récemment travaillé sur un rapport traitant des conséquences des déplacements sur les femmes, souvent soumises à des pressions supplémentaires dans les camps de réfugié·e·x·s.



En termes de cohésion et de paix, les femmes jouent un rôle central. Je fais partie, par exemple, d'un collectif de militantes venues de différentes régions de Syrie. Lorsque la violence a éclaté à Suwaida, un groupe d'Idlib est immédiatement descendu dans la rue pour manifester. Peu importe nos origines différentes : en tant que femmes, nous travaillons pour une cause commune. |

# Nouvelles sphères d'action

Les mobilisations contemporaines s'ancrent dans des espaces hybrides. Les réseaux sociaux ne remplacent pas l'action, ils en redessinent les contours.

Par Jean-Marie Banderet

« Ça sera ma dernière vidéo, puisqu'ils peuvent potentiellement intervenir cette nuit. Si vous n'entendez plus de nouvelles de notre part, c'est que les communications seront brouillées et que nous aurons probablement été interceptés. Nous comptons sur vous pour vous mobiliser, organiser des rassemblements. » Le 8 juin dernier, l'eurodéputée Rima Hassan, en route sur le voilier *Madleen* pour tenter de briser le blocus israélien sur Gaza, s'adressait pour la dernière fois aux quelque 1,1 million de personnes qui la suivent sur Instagram. Dans la nuit qui a suivi, le bateau a été arraisonné dans les eaux internationales, et les douze personnes qui se trouvaient à son bord, arrêtées.

La gravité de la situation humanitaire à Gaza, couplée à l'inaction des États, a créé ce « choc moral » et cette « indignation », des éléments déclencheurs des mobilisations de grande ampleur, remarque Mounia Bennani-Chraïbi, professeure en science politique à l'Université de Lausanne. Et parce que les mobilisations se jouent aussi dans les cœurs – et dans ce cas précis qu'aucun média n'était présent en Méditerranée –, c'est sur les réseaux sociaux que les activistes racontent désormais elleux-mêmes leur mission, minute par minute.

Romain Mouron a pu observer le phénomène, et y participer. Ce Lausannois de 37 ans se trouvait à bord de l'un des 44 bateaux qui formaient la *Global Sumud Flotilla*, partie d'Espagne, d'Italie, de Tunisie et de Grèce début septembre et interceptée dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre. Une initiative personnelle, mais également une place aux premières loges pour le compte de la jeune chaîne de décryptage *ragekit* – qu'il a cofondée en février 2025 – présente sur Instagram et YouTube [lire notre interview en page 44]. « Tout comme moi, la plupart des participants avec qui j'ai parlé ont découvert la démarche de la flottille via Instagram. Souvent, ça se passe de façon un peu chaotique : lors de la *Global March to Gaza*, à laquelle j'ai pris part en juin, j'avais suivi les comptes de la

*Sumud*, un autre convoi terrestre qui devait rejoindre la marche depuis les pays du Maghreb. La flottille est le résultat d'une convergence de ces deux mouvements. C'est ensuite depuis là que je me suis porté volontaire pour m'embarquer. »

La *Freedom Flotilla Coalition* (FFC) – dont dépendait le *Madleen* de Rima Hassan – comme la *Global Sumud Flotilla* sont présentes sur de nombreuses plateformes comme TikTok, Instagram, YouTube, Bluesky ou X. Celles-ci servent de vitrine, et de points d'entrée pour les personnes qui désireraient en savoir plus. À partir de ces plateformes, les plus curieux·ses peuvent par exemple, via un *linktree*, s'abonner à un canal public sur Telegram qui relaye des informations en live depuis les bateaux ou donne des instructions pour des actions de soutien à terre. Pour se faire une idée de l'ampleur du canal, celui de la FFC compte près de 90 000 abonné·e·x·s. Les *linktrees* permettent aussi de se rendre sur les sites des coalitions pour faire un don ou remplir les formulaires pour s'engager. Un modèle qui semble faire ses preuves.

**Entonnoir de mobilisation** | Rien que sur Instagram, la FFC comptabilise 2,1 millions d'abonné·e·x·s, la *Global Sumud* 3 millions. Et ce, sans compter les autres canaux qui relayent leurs contenus. Le succès de ces initiatives s'explique donc en partie par la masse critique de personnes qui sont touchées par ces informations. Dans le cas de la *Global Sumud*, « les organisateurs ont reçu 38 000 candidatures pour le voyage », indique Romain Mouron.

Parfois, le mouvement se met en route avec très peu de moyens, fait observer Mounia Bennani-Chraïbi : « Au Maroc, le mouvement GenZ 212, à l'origine des manifestations de fin septembre, est parti d'un serveur sur Discord créé par deux jeunes. En l'espace de quelques semaines, ce sont 220 000 personnes qui l'ont rejoint. » Pur produit

d'internet, le mouvement GenZ 212 ne dispose ni de structures organisationnelles traditionnelles ni de leaders connus. Il a néanmoins réussi à organiser les plus grandes manifestations contre le Gouvernement marocain depuis longtemps. Pour la chercheuse, le nombre est certes un facteur de succès, mais ce dernier est également tributaire d'autres facteurs. « Les sommes investies dans les chantiers pharaoniques pour la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et la Coupe du monde 2030 ont révélé des services publics marocains en déshérence. Dans ces mouvements qui se veulent horizontaux, la coordination numérique, décentralisée, est importante. Mais ils ne s'inscrivent pas moins dans le prolongement d'une histoire protestataire. »

« Se mettre en danger, ça fait partie du jeu, mais dans une part qui soit la plus raisonnable et la plus acceptable possible », analyse Romain Mouron. « J'ai beaucoup été impliqué dans des collectifs militants dans ma ville, à Lausanne, et je crois en l'action directe. » Pour Mounia Bennani-Chraïbi, ce sont ces éléments personnels qui feront qu'une personne franchira le pas. « Il y a des profils plus ou moins disposés à se mobiliser – en fonction de l'âge, du niveau de formation, de la socialisation... –, mais surtout selon s'ils sont déjà insérés dans des réseaux propices à l'engagement. » Selon elle, il faut distinguer les « liens faibles », les amitiés sur les réseaux sociaux, des « liens forts », avec des personnes déjà mobilisées. « Les réseaux sociaux enrichissent la boîte à outils des acteurs des mouvements sociaux. Mais contrairement à ce que pensent les 'cyber utopistes', une technologie n'a pas les capacités d'agir de façon autonome. Ce n'est pas elle qui sera actrice de changement. »

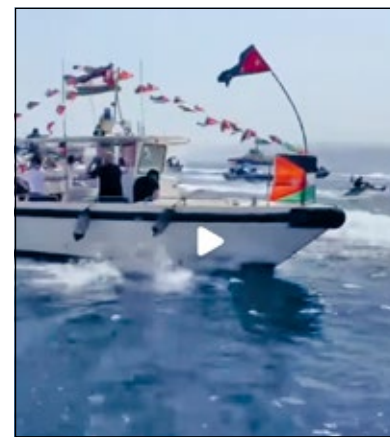
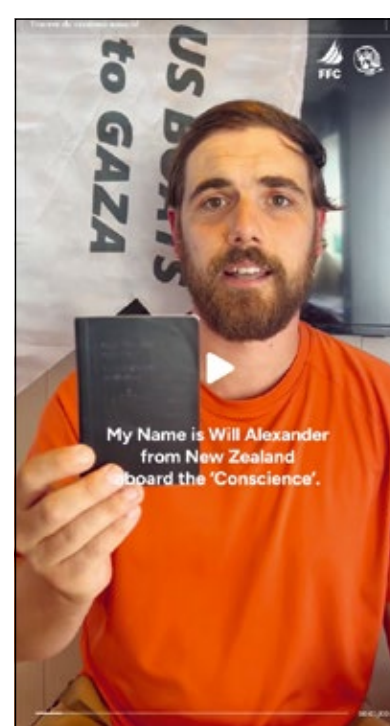
**Devenir média** | L'objectif, assumé, de la flottille *Global Sumud* était à la fois de briser le blocus israélien sur Gaza pour acheminer des produits de première nécessité, mais également d'attirer l'attention sur le conflit et le sort des Gazaoui·e·x·s. Une manifestation sur la mer, en quelque sorte. Chacun des 44 bateaux qui la composaient avait donc au moins une personne chargée de relayer la vie à bord, que ce soit par des relations avec les médias ou la création de contenus sur les réseaux. « Trouver des moyens pour contourner ou combler les lacunes des médias officiels n'est pas une nouveauté, mais les outils actuels offrent une plus grande latitude »,

estime Mounia Bennani-Chraïbi. « Notamment la possibilité de produire de l'information en direct, qui permet de mieux vous lier avec votre audience. Proposer une information hors des canaux officiels, c'est également un moyen, en particulier dans les régimes autoritaires, d'affirmer une forme de contre-pouvoir : en faisant un live depuis un événement que les médias traditionnels ne couvrent pas, vous élargissez la sphère publique. » Mais il existe un revers à la médaille : en décentralisant l'information, on risque de produire des « vérités alternatives » ou de fausses informations, ajoute la chercheuse. Une tendance particulièrement marquée pendant le Covid-19, où des personnes allaient chercher « la » vérité ailleurs que dans les discours officiels.

Le direct est le format le plus vulnérable à la diffusion d'informations erronées. Romain Mouron se souvient du chaos qui régnait lors des attaques de drones que la flottille a essuyées au large de la Crète, dans la nuit du 23 au 24 septembre. « Des infos contradictoires partaient dans tous les sens parce que les gens faisaient des lives. Certains parlaient de 'grenades', d'autres de 'sous-marins'. » Dès le lendemain, la coordination de la flottille recadrerait les participant·e·x·s, se souvient le Lausannois. Dorénavant, elle mettrait à disposition des expert·e·x·s en armement pour analyser les images prises sur place, identifier le matériel utilisé, sa provenance, et proposer un récit commun sur la base de leurs observations.

De son côté, Romain Mouron ne se contentait pas de documenter la vie à bord. « Avec *ragekit*, l'intention était de documenter, et d'amplifier en Suisse romande, l'action de la flottille, de trouver des caisses de résonance avec les personnes qui continuent de militer pour la même cause à terre. On n'avait pas les moyens de répondre à l'actualité depuis le milieu de la Méditerranée. J'ai essayé de proposer des contenus auxquels on avait réfléchi en avance, de ne pas mettre mon expérience personnelle au centre des capsules vidéo, mais plutôt de thématiser des infos des deux dernières années en lien avec le blocus. La flottille est devenue le contexte, la forme de la vidéo. »

La troisième flottille de l'année n'a pas atteint Gaza. Mais les images qu'elle a véhiculées, elles, ont fait le tour du monde. À l'ère des mobilisations numériques, la bataille pour l'opinion publique se joue autant en mer que sur nos écrans. |



© Captures d'écran Instagram, YouTube, TikTok et X

◀ Grâce à la *Samburu Girls Foundation*, les jeunes filles kényanes peuvent aller à l'école et vivre pleinement leur vie d'enfant.

49 ans, 15 % ont subi des mutilations génitales. Dans les zones rurales, ce taux atteint presque le double. À Samburu, ces pratiques sont encore très présentes.

Pour permettre à d'autres d'y échapper, Josephine Kulea a fondé un centre qui accueille aujourd'hui plus de 300 filles. Elles vont à l'école gratuitement, font du sport. Un lieu de résistance au cœur d'une société extrêmement patriarcale.

Pour protéger les filles d'un mariage forcé ou les en sortir, la fondation privilégie le dialogue avec les communautés, les anciens, les autorités religieuses. Mais, si nécessaire, elle collabore aussi avec la police et la justice, les mariages forcés étant illégaux au Kenya. Les autorités locales soutiennent donc l'entreprise de Josephine Kulea.

**Des parcours qui se ressemblent** | Sandra\*, 23 ans, raconte ce qu'elle a vécu : « Mon père m'avait promise à un homme de 30 ans, alors que j'en avais 6. En échange, il a reçu six vaches. Je ne connaissais pas mon futur mari. Puis subitement, j'ai vécu chez sa mère. Tous les enfants du village me disaient : 'Tu es mariée'. Cette étiquette m'a poursuivie. Elle m'empêchait de mener ma propre vie. »

Sandra a fini par fuir. Elle a d'abord trouvé refuge dans un orphelinat, puis a grandi chez un père d'accueil – à l'époque, la *Samburu Girls Foundation* n'existait pas encore. Elle a pu aller à l'école, puis achever une formation de travailleuse sociale. Aujourd'hui, elle est assistante sociale au sein de la fondation.

Pourtant, elle ne garde pas de rancune : « Ma mère aussi avait été mariée enfant. Je ne peux pas la juger. » Elle affirme que ce parcours de vie lui a appris la patience et la force, et qu'elle compte désormais s'attaquer aux racines de cette pratique. « Les causes du problème, ce sont le pouvoir des hommes et la pauvreté. Mais je remarque que quand les parents comprennent l'importance de l'éducation, ils n'abandonnent plus leurs enfants. »

Angela\*, 21 ans, s'exprime avec la même clarté. « J'avais 7 ans quand on m'a offert des colliers de perles. C'était le signe que je serais bientôt mariée. À 10 ans, mes parents voulaient me donner à un homme de 50 ans. Mais lorsque Josephine Kulea l'a appris, elle m'a emmenée et m'a installée dans son centre. Ce jour-là, ma vie a complètement changé. »

Quand une proche, une voisine ou un témoin alertent la fondation, les jeunes filles peuvent parfois échapper au mariage forcé. Angela a eu cette chance. Depuis qu'elle a terminé l'école, elle aide bénévolement l'organisation et rêve d'aller à l'université.

« Beaucoup d'hommes pensent être supérieurs aux filles et aux femmes. Mais aujourd'hui, ils me voient autrement. Ils me respectent, parce que j'ai avancé plus qu'eux. » Le regard de sa famille a également évolué. « Au début, j'ai beaucoup souffert parce que mes parents voulaient me marier. Aujourd'hui, ils voient combien l'éducation m'a transformée et ils envoient mes sœurs à l'école. »

Eunice\*, 22 ans, a vécu l'épreuve la plus dure. « À 9 ans, mon père m'a mariée à un homme de 53 ans. J'étais sa troisième femme. Pendant deux semaines, j'ai gardé ses vaches, puis de l'eau, porté du bois. C'était l'enfer. »

La police et la fondation lui ont permis d'échapper à cette situation. Aujourd'hui, elle étudie la gestion touristique. Elle rêve aussi de devenir photojournaliste. « Je voudrais raconter l'histoire des filles de Samburu – les mariages d'enfants, le *beading*, tout ça. C'est mon histoire, et c'est par là que je veux commencer. »

Eunice est devenue mère. « Ma fille, Isla, a 1 an. Son père n'a pas voulu assumer ses responsabilités. Alors je suis revenue au centre. C'est chez moi ici. Je veux finir mes études, travailler et, un jour, gagner assez pour aider à mon tour une des filles du centre. » | \* Prénom d'emprunt.

## En échange de six vaches

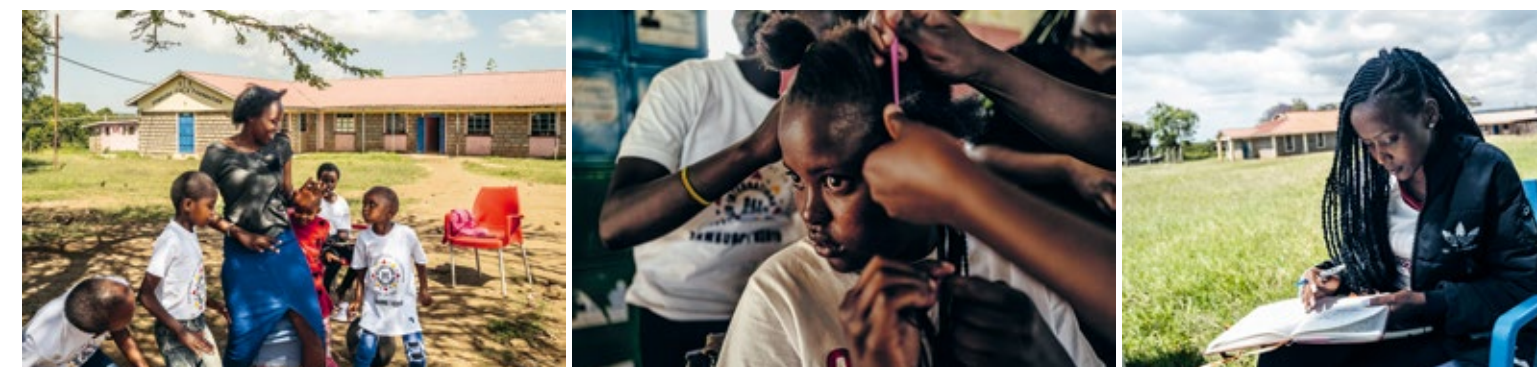
**Au Kenya, les mutilations génitales et les mariages précoces restent très répandus. Dans le district de Samburu, dans le nord du pays, une fondation tente de protéger les jeunes filles.**

Texte et photos par Nicoló Lanfranchi

Josephine Kulea savait exactement ce pour quoi elle s'engageait en créant la *Samburu Girls Foundation* en 2011. Car la Kényane avait elle-même échappé de peu à un mariage forcé ainsi qu'à l'excision. Infirmière de formation, elle a grandi dans une société où les filles sont mariées très jeunes, ou alors désignées comme « prêtes au mariage » au terme du *beading*. Ce rituel consiste à orner les fillettes de colliers de perles avant de les livrer à un parent éloigné pour avoir des rapports sexuels. Les enfants issus de ces relations forcées sont généralement tués. « Je ne pouvais pas rester les bras croisés, à regarder des filles se faire abuser et être réduites au silence », explique Josephine Kulea. Après que sa cousine de 10 ans a été promise en mariage à un homme presque aussi âgé que son père,

elle a alerté la police. La communauté s'est alors retournée contre elle, les anciens l'ont même maudite. Mais elle ne s'est pas laissé impressionner : elle a décidé d'ouvrir sa maison pour permettre aux filles d'échapper à ce terrible destin. Elles ont été de plus en plus nombreuses à se réfugier chez elle, si bien qu'il est devenu évident qu'elle ne pouvait plus s'occuper seule de ses protégées. Elle s'est alors tournée vers ses ami·e·x·s, l'Église et d'autres membres de la communauté, qui l'ont pour la plupart soutenue en secret. En 2011, elle a fondé la *Samburu Girls Foundation*.

Les chiffres sont accablants. Selon l'Unicef et les autorités kényanes, près d'un quart des filles (23 %) sont mariées avant d'avoir 18 ans. Parmi les femmes et filles âgées de 15 à



# Unir ses forces

Chez Amnesty, l'engagement en faveur des droits humains prend des formes diverses et variées. Les membres et les groupes d'activistes donnent leur énergie et peuvent compter les un·e·x·s sur les autres. Trois exemples, en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

«Je n'ai jamais vu autant de réfugié·e·x·s queer se joindre à nous que lors de la dernière *pride* à Berne. D'autant plus que c'est un acte qui demande du courage, car il s'agit de personnes fortement stigmatisées», raconte Annett Uehlinger, l'une des deux coordinatrices de *Focus Refugees*, un sous-groupe de Queeramnesty. «La *pride* nous a également donné l'occasion de réunir des personnes qui habitent proches les unes des autres, et qui s'entraident désormais au quotidien.»

Le réseautage est en effet partie intégrante de *Focus Refugees*. En coopération avec le *Transgender Network Switzerland*, environ 60 bénévoles accompagnent actuellement quelque 130 réfugié·e·x·s queer. «Iels sont souvent contraint·e·x·s de vivre dans des espaces confinés, avec des personnes qui ont des préjugés homophobes. Iels cachent donc leur orientation sexuelle et se sentent souvent seul·e·x·s», explique Livia Amacker, la seconde coordinatrice. Avec leurs mentors, iels n'ont pas besoin de se cacher et peuvent exprimer ouvertement leurs préoccupations et leurs besoins. Un grand soulagement pour ces personnes particulièrement vulnérables.

Toujours plus de membres de la communauté LGBTQIA+ se tournent vers *Focus Refugees*, dans l'espoir d'obtenir de l'aide dans le cadre de leur procédure d'asile. «Malheureusement, nous n'avons pas les capacités pour offrir un accompagnement adapté. Au début, cela déçoit beaucoup de gens, car ils pensent que nous avons les moyens de le faire. Mais nous pouvons au moins leur expliquer leurs droits et les orienter vers des services de conseil juridique. Et nous les aidons dans leurs démarches administratives ou leurs visites chez le médecin», explique Annett Uehlinger. «Chaque mentor aide les personnes selon ses propres possibilités», ajoute Livia Amacker. «Nous sommes un groupe très hétérogène. Mais ce qui nous unit tous, c'est la conscience que ces personnes ont besoin d'un soutien particulier.»

**Queeramnesty Suisse s'engage bénévolement en faveur des requérant·e·x·s d'asile queer, une catégorie de réfugié·e·x·s particulièrement vulnérables.**

persécuté·e·x·s au titre de personnes queer. Il leur est donc difficile de rendre leur histoire crédible – sans compter la pudeur, de mise lorsqu'on parle de son identité sexuelle à des inconnu·e·x·s.

«Grâce à notre travail, les besoins de protection des réfugié·e·x·s queer en Suisse sont désormais mieux compris», déclare Livia Amacker. Annett Uehlinger ajoute: «D'un côté, je me réjouis que, désormais, les autorités compétentes en matière d'asile nous impliquent. Mais de l'autre, je suis en colère, car c'est nous qui nous retrouvons à assumer une grande partie de ce qui devrait en réalité être pris en charge par les institutions publiques.»

Les deux s'accordent à dire que les petites victoires, comme une décision positive en matière d'asile, suffisent à les convaincre que leurs efforts ne sont pas vains et à leur redonner de l'énergie quand elle vient à manquer. Livia Amacker admet que les évolutions de la politique d'asile sont parfois démotivantes. «Mais pour moi, il n'y a qu'une chose à faire: persévérer!» Et Annett Uehlinger de conclure: «Il faut des voix pour critiquer cette politique inhumaine et en dénoncer les conséquences. Plus celles-ci seront nombreuses, mieux ce sera.»

Par Manuela Reimann Graf

Mais ce n'est pas une tâche facile. Une majorité des personnes qu'iels côtoient ont vécu des expériences traumatisantes ou des procédures d'asile pénibles. Et la plupart des demandeur·euse·x·s d'asile n'ont pas de documents prouvant qu'iels ont été



© Arinda Crăciun, Atelier petit 4

Atheer Elobadi a grandi dans une famille arabe de gauche en Israël. Très tôt, il a rejoint les jeunes communistes, puis s'est engagé contre l'occupation des territoires palestiniens. Non loin de là, Inbal Volpo a vu le jour dans une colonie juive de Cisjordanie, dans un environnement patriote et sioniste. Ce n'est qu'à 26 ans, au cours de ses études, qu'elle a commencé à regarder Israël d'un autre œil. «Depuis, je me suis engagée en politique», raconte-t-elle.

Aujourd'hui, ces deux parcours si différents se rejoignent dans *Standing Together Vienna*. L'initiative est née quelques jours après les attaques sanglantes du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, lors d'un rassemblement sur la *Platz der Menschenrechte* (la place des Droits humains), à Vienne. Le but: créer un espace pour pleurer ensemble les victimes de toutes les parties du conflit. «Quand la guerre a pris les dimensions d'un génocide, nous n'avons plus pu nous contenter de simples veillées», explique Atheer Elobadi.

En ce moment, les droits fondamentaux sont de plus en plus remis en cause en Allemagne. Le droit d'asile se voit toujours plus restreint, tandis que les durcissements législatifs s'accompagnent d'une rhétorique effarante. Les revendications pour l'égalité entre les genres deviennent la cible d'une guerre culturelle montée de toutes pièces, avec des répercussions pour des millions de personnes.

La société civile, elle aussi, se retrouve toujours plus dans le viseur. Exemple frappant: en février dernier, le groupe parlementaire CDU/CSU a déposé une interpellation qui comprenait 551 questions sur la «neutralité politique des organisations financées par l'État». Une tentative d'intimidation à peine voilée. À l'automne, la ministre de la Famille a en plus annoncé que des projets d'intérêt sociétal pourraient être soumis à un contrôle des services du renseignement intérieur. Une politique qui ne fait qu'alimenter le soupçon généralisé planant sur l'engagement associatif.

**L'Israélienne Inbal Volpo et le Palestinien Atheer Elobadi font partie de «Standing Together». Cette alliance milite à Vienne pour la paix au Proche-Orient.**

«Au début, nous ne parlions qu'entre nous, dans de petites salles», se souvient Atheer Elobadi. Aujourd'hui, *Standing Together* coopère avec d'autres ONG et des formations politiques, ce

qui lui permet d'atteindre un public plus large. Ces derniers mois, ses membres ont pris part à de nombreuses manifestations à Vienne. «Nous invitons aussi des organisations à nos événements, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout», ajoute Inbal Volpo. Objectif: maintenir le dialogue ouvert. «Pour alerter sur le génocide et avoir une influence sur ce conflit, il faut agir à tous les niveaux», insiste pour sa part Atheer Elobadi.

Il a remarqué quelques évolutions ces derniers temps: dans le langage, dans la conscience collective et, lentement, dans la presse. «Mais le chemin reste long.» Toucher les responsables politiques demeure un défi majeur. La société civile se mobilise dans des initiatives variées et courageuses. Mais sans alliances politiques d'ampleur, rien ne changera vraiment. |

Par Julia Trampitsch

Partout, des projets souffrent de finances fragiles: crédits réduits, octroyés au compte-gouttes ou à court terme. La violence, elle, s'accroît, dans la rue comme en ligne. Les crimes de haine atteignent un sommet. Dans les zones rurales, l'engagement citoyen repose souvent sur quelques personnes, qui subissent de plein fouet pressions financières, hostilité et agressions.

Face à ce climat délétère, la société civile doit renforcer ses alliances. En particulier avec ceux qui subissent des attaques incessantes et résistent, depuis des années, à l'exclusion, à la haine et à l'extrême droite. Leur persévérance et leur courage face à des conditions parfois périlleuses nous montrent la voie. L'enjeu de nos sociétés, c'est de les soutenir, de préserver les espaces nécessaires à leur action et de leur permettre de continuer.

Dans les années à venir, Amnesty et ses partenaires continueront de défendre les droits humains en Allemagne. Mais c'est bien ensemble que nous y parviendrons. |

Par Susanne Schmidt

**La section allemande d'Amnesty a lancé une nouvelle campagne pour répondre aux attaques autoritaires. Les alliances y jouent un rôle décisif.**

# « L'Europe est une forteresse alors qu'elle devrait être un refuge »

Petar Rosandić agit là où l'Union européenne a échoué. Il vient en aide aux réfugié·e·x·s, rappe contre l'extrême droite et affronte les institutions politiques en justice. Portrait. Par Alex Stanić

Il fait chaud en ce juillet 2023 dans la salle du Tribunal commercial de Vienne où comparait le musicien Petar « Pero » Rosandić, alias Kid Pex. Sur son tee-shirt, on peut lire : « L'Autriche est parfois mortelle. » Une phrase qui introduit bien le personnage, célèbre pour son flow enragé et engagé contre le racisme et l'extrême droite. La salle est comble, un silence pesant règne dans l'attente que le verdict tombe. Et puis ce sont les acclamations et les embrassades : le juge rejette la plainte qui vise l'artiste. « Pero » lève le poing, entouré de ses proches qui célèbrent non seulement sa victoire contre l'*International Center for Migration Policy Development*, mais aussi, selon ses propres mots, « une victoire de la justice ».

Petar Rosandić doit se défendre face à un tribunal pour avoir qualifié de « Guantánamo autrichien » une prison construite illégalement en Bosnie-et-Herzégovine et cofinancée par l'Autriche. Animé par un sens de la justice à toute épreuve et indifférent aux multiples tentatives d'intimidation, il regarde ceux desquel·les·x l'Union européenne (UE) détourne les yeux. Depuis 2019, son association *SOS Balkanroute* fournit aux réfugié·e·x·s de la nourriture, des vêtements, des soins médicaux. Mais surtout de l'attention : l'organisation documente les violences policières, met en réseau des initiatives locales et suprarégionales, et organise des voyages pour la presse afin de révéler ce qui se passe à moins de 500 kilomètres de Vienne.

**De la salle de classe à la rue** | Petar Rosandić naît en 1984 à Zagreb. Il fuit la guerre dans les années 1990 pour se réfugier à Vienne. « J'ai été arraché à mon environnement et il m'a fallu longtemps pour me remettre de ce choc », témoigne-t-il. Ses parents l'inscrivent dans une école privée catholique, où il est victime de harcèlement et d'exclusion à

cause de ses origines. En grandissant, il se lie d'amitié avec des jeunes Serbes, Turc·que·x·s et Albanais·e·x·s, et réalise alors à quel point le système éducatif autrichien est injuste. Les commentaires problématiques des enseignant·e·x·s sur les « Yougos », un professeur qui ne croit pas en sa capacité à obtenir son diplôme en allemand, les élèves autrichien·ne·x·s constamment privilégié·e·x·s. Dès son adolescence, il comprend : « Celui qui se tait accepte la défaite. »

« En 2000, je me suis engagé politiquement pour la première fois en participant aux manifestations contre la coalition noir-bleu », se souvient Petar Rosandić. Le noir et le bleu sont les couleurs des partis conservateur (ÖVP) et d'extrême droite (FPÖ). Puis en 2013, il rejoint le *Refugee Protest Camp Vienna* dans l'église Votivkirche de Vienne, où des réfugié·e·x·s font la grève de la faim. « C'est là que j'ai vraiment pris conscience des conditions inhumaines subies par les réfugiés. » Peu après, il se rendra à la frontière hongroise pour amener de l'aide.

En 2019, après une visite au camp de réfugié·e·x·s de Vučjak en Bosnie, il fonde *SOS Balkanroute*. « Vučjak m'a marqué à vie », dit-il. Pas de toilettes, aucun soin médical, pas d'eau, pas d'électricité, pas d'empathie. Alors que des politicien·ne·x·s comme l'ancien chancelier Sebastian Kurz se vantent d'avoir « fermé la route des Balkans », Petar Rosandić passe des semaines en Bosnie pour aider les réfugié·e·x·s.

**Les mots comme armes** | Au début des années 2000, Petar Rosandić commence à utiliser la musique comme porte-voix politique. Sous le nom de Kid Pex, il se fait une place dans la scène hip-hop viennoise. La musique crée des ponts, Rosandić est un bâtisseur. Dans ses textes, il cherche à éveiller un sentiment de responsabilité collective.

**« Dans le camp de réfugiés, il n'y a pas de toilettes, aucun soin médical, pas d'eau, pas d'électricité, pas d'empathie. »**

Petar Rosandić



Petar Rosandić est souvent sollicité au téléphone, son engagement lui demande une grande disponibilité.

On croise souvent Petar Rosandić, téléphone portable à la main qui ne cesse de sonner : le maire de la ville de Bihać, en Bosnie-et-Herzégovine, le remercie pour un camion-poubelle offert par la Ville de Vienne grâce à son soutien ; une étudiante lui pose des questions pour sa thèse sur *SOS Balkanroute* ; son compagnon Baba Asim lui donne des nouvelles des convois humanitaires. *SOS Balkanroute* occupe désormais la plupart de son temps et sa carrière de rappeur est passée au second plan. Il a commencé par travailler bénévolement pour l'association, vivant sur ses économies. Il se rendait alors plusieurs fois par an aux frontières extérieures de l'UE, et n'avait aucun week-end de libre. « C'était une période éprouvante où je me suis donné sans compter et où j'ai atteint mes limites. »

Aujourd'hui, il travaille à temps partiel pour *SOS Balkanroute*, ce qui lui permet de couvrir ses frais fixes et de prévoir des pauses. Depuis qu'il a frôlé le burn-out, il a compris que les temps de repos font partie de la lutte. Mais Petar Rosandić est pudique et préfère parler des autres : des femmes qui aident à la frontière bosnienne, des activistes qui ne baissent

jamais les bras. Il rêve d'un monde où l'on n'humilie plus les réfugié·e·x·s aux frontières. « L'Europe est une forteresse, alors qu'elle devrait être un refuge. » Aujourd'hui, quand il s'assoit à la table des politiques, c'est généralement en serrant les dents, « parce que dans neuf cas sur dix, rien ne se passe ».

**Le chouchou de tout le monde** | Son statut WhatsApp le décrit bien : « Ajde, komm » (« Allez, viens »), une expression qui peut aussi bien être une invitation à prendre un café qu'une réponse à une menace. Petar Rosandić se décrit lui-même dans une interview comme « l'ennemi préféré de la droite autrichienne ». Il bénéficie surtout d'une grande sympathie de la part de la société civile en Autriche, en Allemagne et en Suisse alémanique. Il peut compter sur un large réseau de soutien, auquel appartient également Amnesty International. Rosandić a su rassembler les institutions et les personnes partageant un objectif commun : protéger les droits humains aux frontières extérieures de l'UE. |

## « Nous avons perdu tout espoir de retour »

Plus de deux ans après la chute de l'enclave séparatiste arménienne du Haut-Karabakh, des milliers de réfugié-e-x-s tentent de reconstruire leur vie en Arménie, entre nostalgie pour leur ancienne terre et inquiétude pour l'avenir du pays. Texte et photos par Yohan Châble et Izia Rouviller

Sur la place de la mairie de Goris, un drapeau du Haut-Karabakh continue de flotter, vestige d'une république désormais disparue. Des militaires en treillis circulent parmi les familles, quelques enfants courent derrière un ballon. À seulement une dizaine de kilomètres de la frontière avec l'Azerbaïdjan, la petite ville du sud-est de l'Arménie porte encore la mémoire d'une chute : celle de l'enclave séparatiste arménienne du Haut-Karabakh, tombée aux mains de Bakou en septembre 2023. Plus de 100 000 réfugié-e-x-s avaient alors afflué à Goris, bouleversant le quotidien de ses 23 000 habitant-e-x-s. Plus de deux ans après, ceux qui sont resté-e-x-s représenteraient désormais environ 10 % de la population de la petite ville.

Dans une rue aux maisons de pierre grise, derrière un portail en bois usé, se dévoile une petite cour bétonnée. Une odeur de ferme flotte dans la maison de Nariné Petrosyan et son mari Sasun Hambarzumyan. Le couple s'est installé ici avec ses cinq enfants et 500 poules. À Askeran, leur village du Haut-Karabakh, distant d'une centaine de kilomètres, ils en élevaient 20 000. « C'est difficile, mais on fait comme on peut avec la vente des œufs et des oiseaux », explique Nariné

Petrosyan en grignotant des graines de courge. Silencieux, son époux fait de même, le regard dans le vide. « Au moins ici, nous respirons le même air qu'en Artsakh [Haut-Karabakh en arménien] », ajoute-t-elle avec un sourire triste.

**Quel avenir pour l'Arménie ?** | Le voisinage n'en reste pas moins angoissant : l'Azerbaïdjan inquiète. Son dictateur, Ilham Aliiev, n'a jamais caché son intention de créer une continuité territoriale entre les peuples turcs de la région. Cela passerait par la création du corridor stratégique de Zanguezour, censé relier l'Azerbaïdjan à l'enclave du Nakhitchevan, dans l'ouest de l'Arménie, ainsi qu'à son allié turc. Erevan voit dans ce projet une menace à sa souveraineté. Le Syunik, contrée montagneuse et reculée du sud du pays – où se situe Goris –, serait alors sous pression permanente.

Le 8 août dernier, une déclaration conjointe de paix a pourtant été signée à Washington entre le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, et Ilham Aliiev, sous l'égide du président américain, Donald Trump. Sur le papier, la paix semblait promise ; dans la réalité, habitant-e-x-s et réfugié-e-x-s se sentent toujours en sursis. L'accord ne

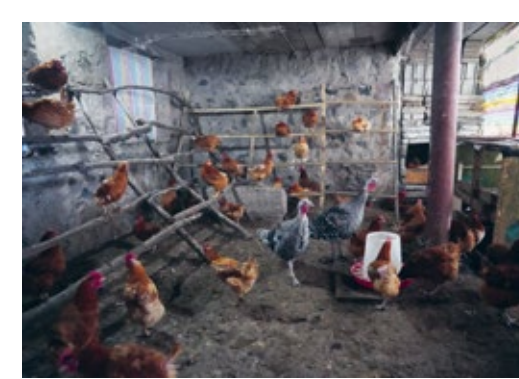
mentionne ni les droits des déplacé-e-x-s du Haut-Karabakh ni la situation des prisonnier-ère-x-s politiques arménien-ne-x-s. « Nous imaginons le pire scénario pour l'avenir de l'Arménie », confirme Nariné Petrosyan. Yana, la petite dernière, vient se blottir dans les bras de sa mère. La petite fille au visage poupon fête son anniversaire. Le deuxième loin de chez elle. Sur la table, son gâteau à la crème est décoré d'un drapeau de l'Artsakh et d'une sculpture emblématique de l'ancienne république, « Tatik – Papik » (grand-mère et grand-père en arménien).

À quelques rues de là, Carmen Apounts observe la grande place de la ville depuis les fenêtres de son bureau. La directrice du centre culturel francophone – improvisé il y a deux ans en centre d'aide pour les réfugié-e-x-s – faisait partie des habitant-e-x-s les plus engagé-e-x-s dans la gestion de la crise. « C'était irréel : les enfants pleuraient, les familles manquaient de tout, il n'y avait plus un mètre carré de libre. Les drones azéris survolaient la ville », se remémore avec angoisse celle qui a déjà « connu cinq conflits » depuis sa naissance à Goris. La proximité de la frontière a poussé nombre de réfugié-e-x-s à rallier le nord, vers la capitale.



◀ Dans la capitale arménienne Erevan, le Bardak se veut un refuge pour ceux qui ont dû fuir le Haut-Karabakh.

▲ Roza Sayadyan a ouvert sa boulangerie à Erevan, où elle fabrique des spécialités de sa région.



Nariné Petrosyan et son mari Sasun Hambarzumyan ont fui leur village dans le Haut-Karabakh avec leurs enfants et élèvent aujourd'hui 500 poules.

**Une seule nation** | À Erevan, Azat Adamyan a reproduit quasi à l'identique le bar qu'il tenait à Stepanakert, l'ancienne capitale du Haut-Karabakh. Vieilles photos, panneaux de signalisation, gilet pare-balles usé... Ce violoniste et patrouilleur volontaire lors des dernières guerres a tenu à recréer ici un lieu vivant. « Le 'Bardak' est un refuge pour les anciens habitués de l'Artsakh, un endroit où les musiciens, les artistes, ceux qui ont survécu peuvent se retrouver », raconte-t-il. Une sorte de remède au mal du pays qui les ronge toujours. « J'ai perdu ma maison, des amis, vingt-deux ans de souvenirs », poursuit le trentenaire. Il le sait, il faut pourtant s'adapter – et non pas s'intégrer, insiste-t-il : « L'Arménie et l'Artsakh ne forment qu'une seule nation, nous partageons la même culture. »

Edgar Atajanyan, jeune serveur de 17 ans, s'affaire entre les tables sur un air d'Aznavor. Lui est arrivé à Erevan à l'été 2023 pour un traitement dentaire, juste avant l'invasion. Quand les combats ont éclaté, l'adolescent est resté impuissant, sans nouvelles de sa famille pendant plusieurs jours. « C'est la pire émotion du monde de ne pas savoir si les tiens sont encore en vie », souffle-t-il.

Après quarante-neuf heures de route – contre six habituellement –, la famille a finalement été réunie. Sauf son frère de 30 ans, tué lors d'une patrouille.

Edgar rêve encore d'un retour au Haut-Karabakh. « Ce jour-là, j'organiserai une grande fête », promet-il. Puis il se lève, ému, s'installe au vieux piano du bar sans dire un autre mot. Il entame un air grave qui conte la perte d'un frère, la perte de l'Artsakh.

**Fuites successives** | Roza Sayadyan connaît bien Erevan. À 46 ans, cette grande brune a « l'habitude d'être réfugiée ». En trois décennies de conflit pour le contrôle du Haut-Karabakh, elle a déjà fui à trois reprises. « Il n'y aura plus d'autre fois », dit-elle sur un ton amer, ses mains serrant un *zhingyalovhats* – une galette fourrée aux herbes typique de chez elle – tout juste poêlé. Avec sa mère, sa belle-mère et sa belle-sœur, elle a ouvert à son arrivée une boulangerie de spécialités de l'Artsakh. Une réponse aux salaires trop bas et à la difficulté de trouver un emploi. « Ce travail a occupé mon esprit loin de l'Artsakh, sans quoi j'aurais sombré », confie Karina, sa belle-mère.

Mais il y a quelques mois, la boulangerie de la famille Sayadyan a fermé.

« C'est le cas de nombreux commerces ouverts par des réfugiés, qui ont souvent perdu tout leur patrimoine avec l'exode », déplore Roza. Si le Gouvernement arménien versait initialement des aides mensuelles, celles-ci ne concernent dorénavant plus que les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. « Beaucoup de familles précarisées sont désespérées car elles ne peuvent plus payer les loyers, poursuit Roza Sayadyan. Certaines ont dû déménager en Russie. »

Comme beaucoup d'Arménien-ne-x-s, elle ne cache pas sa colère contre la politique d'apaisement avec le voisin azerbaïdjanais menée par le premier ministre, Nikol Pachinian, perçue comme une trahison. « Sur les routes, les Arméniens nous attendaient avec du pain, de l'essence, une chambre pour dormir. Le peuple nous a soutenus. Le gouvernement, lui, nous a abandonnés, fustige-t-elle. Et la communauté internationale aussi. L'argent et le pétrole azéris ont pesé plus lourd que nos vies. » Une indifférence qui scelle selon elle le sort des déplacé-e-x-s : « Plus personne ne se soucie de nous, nous sommes invisibles. Nous n'avons plus aucun espoir de retour. » |

## Les rappers dans le collimateur

Après la politique, la presse et les réseaux sociaux, c'est désormais dans le monde de la musique que les autorités raflent des voix discordantes, dans une Tunisie qui sombre à nouveau dans la peur et le silence forcé. Par Sami Zaïbi

Crâne glabre tatoué, athée revendiqué, narrateur d'un quotidien désenchanté, le rappeur Wingz détonne dans sa ville de Sfax, sur la côte est de la Tunisie. Avec son flow au scalpel rendant honneur à la *derja* (le dialecte tunisien), l'artiste de 25 ans est une des figures éminentes de la scène underground tunisienne, microcosme de débrouillard·e·x·s *Do it yourself*. Dans ses chansons, qui comptabilisent plusieurs centaines de milliers d'écoutes sur les plateformes de streaming, il n'épargne ni Dieu, ni la police, ni lui-même, se faisant l'écho d'une société tunisienne étouffée par les difficultés économiques et le recul des libertés depuis l'arrivée au pouvoir du président Kaïs Saïed, il y a six ans.

C'est ainsi qu'il a attiré l'attention du collectif Bisque, créé à Genève en 2019 dans le but de faire collisionner les scènes alternatives suisse et arabe. «Son rap au vitriol, qui s'inscrit dans le courant post-trap, c'est une soupape dans un pays *control freak*. Il permet d'aménager des issues, ne serait-ce qu'au niveau psychologique. Le problème, c'est que les débouchés manquent. Et je ne compte plus le nombre de mouvances tunisiennes intéressantes qui meurent dans l'œuf», explique Mabrouk, membre tuniso-suisse du collectif. Il a donc organisé une collaboration entre le rappeur et l'artiste sonore suisse Emma Souharce, et compte faire venir Wingz en Suisse prochainement, dans le cadre d'une résidence.

Le projet était lancé quand Wingz a été interpellé chez lui, le 25 juillet. Au poste de police, il a été interrogé sur les paroles de ses chansons, ainsi que sur une photo

publiée sur Instagram où il apparaissait vêtu d'un uniforme de police. Il a été placé en détention provisoire et accusé d'apologie du terrorisme, appel au *tafkir* (l'excommunication en islam), incitation à la haine, atteinte aux forces de l'ordre et détention de drogue. Jugé le 27 août, il a écopé de six mois de prison avec sursis. Wingz s'en sort bien pour l'instant, mais son avenir artistique en Tunisie semble compromis. Le collectif Bisque espère donc l'aider à obtenir le statut de réfugié en Suisse.

**Chape de plomb** | Les deux autres rappers les plus écoutés du pays, A.L.A et Samara, sont quant à eux encore derrière les barreaux. Ils ont été interpellés à quelques mois d'intervalle et accusés de trafic de stupéfiants. «Après une période d'attaques contre les instagrammeurs, on assiste désormais à une vague répressive contre les rappers et leurs textes, et c'est souvent via des accusations de détention de drogue qu'ils 'tombent', car c'est le moyen le plus simple de les avoir», explique Asrar Ben Jouira, militante des droits humains et présidente de l'association Intersection pour les droits et les libertés. «En vertu de la loi antiterroriste, ils peuvent être détenus jusqu'à quatorze mois avant la tenue d'un procès. Même s'ils finissent par être blanchis, l'intimidation fonctionne. En conséquence, soit les rappers se taisent, soit ils émigrent, certains en faisant *haraka* (l'émigration clandestine par bateau, en dialecte tunisien, ndlr).»

Elle-même dans le viseur de la justice, l'activiste raconte la chape de plomb qui s'abat sur le pays : «Maintenant tout le

monde a peur, comme au temps de Ben Ali. Quand ces rappers très célèbres ont été arrêtés, on s'attendait à une mobilisation populaire de protestation. Il n'y a rien eu. Même leurs proches se sont abstenus de les soutenir.» L'association Intersection, officiellement basée à Madrid, est la dernière organisation à documenter ces affaires, alors que de nombreuses ONG ont fermé leurs portes en Tunisie. Selon la militante, cet acharnement à l'encontre des rappers est davantage policier que politique : «La police prend leurs paroles au premier degré. Et comme les policiers sont à nouveau tout-puissants, ils se vengent indirectement de la période post-révolutionnaire, quand tout le monde pouvait les critiquer. Tout ça avec le feu vert du régime.»

**Vague répressive** | Élu en 2019, le président Kaïs Saïed opère depuis 2022 un virage autoritaire, instaurant une emprise sur la justice, détricotant les contre-pouvoirs. Son discours reflète une paranoïa face aux «complots» venus de l'étranger. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu, en avril dernier, un mégaprocès dans lequel une quarantaine de personnes ont été condamnées à des peines allant de treize à soixante-six ans de détention. Parmi elles, des chef·fe·x·s de partis, des militant·e·x·s politique·x·s, des avocat·e·x·s, des entrepreneur·euse·x·s. Toutes ont été condamnées pour «complot» contre le président ou «adhésion à un groupe terroriste». Les deux principaux opposants à Kaïs Saïed, l'islamiste Rached Ghannouchi et la benaliste



Le rappeur tunisien **Wingz** collabore avec le collectif genevois Bisque.

Abir Moussi, sont derrière les barreaux depuis deux ans. Quant aux journalistes, nombre d'entre eux ont également été condamné·e·x·s à de la prison ferme.

Dans cette vague répressive, posséder le passeport suisse ne vous met pas à l'abri. Mustapha Djemali, binationnel suisse-tunisien et ancien cadre

du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), croupit en prison depuis mai 2024. Directeur du Conseil tunisien pour les réfugiés, il est accusé d'avoir aidé l'immigration clandestine, car son organisation avait publié une annonce pour chercher des hôtels afin d'héberger des personnes

en quête d'asile et en situation précaire. Toujours en détention provisoire dans des conditions difficiles, l'homme de 84 ans, qui souffre d'une maladie chronique, attend toujours son jugement, tandis que les autorités helvétiques se disent impuissantes en raison de sa binationalité. |

## Un contre-projet insuffisant

Proposant notamment une définition trop restrictive des personnes avec handicap, la copie du Conseil fédéral ne convainc pas le comité de l'initiative pour l'inclusion. Entretien avec le conseiller national Philipp Kutter, partisan de l'initiative. Propos recueillis par Baptiste Fellay



Philipp Kutter s'exprimait à la tribune du Conseil national le 23 septembre 2025.

En juin dernier, le Conseil fédéral soumettait à la consultation son contre-projet à l'initiative pour l'inclusion, déposée en septembre 2024 après avoir recueilli les 100 000 signatures nécessaires. Le texte original entend obliger la Suisse à respecter ses engagements au niveau international en matière d'inclusion des personnes avec

handicap. Or, le Conseil fédéral estime que l'initiative ne permettrait pas d'atteindre ces objectifs: il juge qu'une modification directe de la loi serait plus efficace qu'une révision de la Constitution. Il propose donc l'adoption d'une nouvelle loi-cadre sur l'inclusion, qui donnerait un cap vers une plus grande inclusivité, assortie d'une révision de la loi sur

l'assurance-invalidité (LAI) afin d'améliorer l'accès aux diverses prothèses modernes et de favoriser l'autonomie à domicile.

Des mesures trop timides du point de vue des initiants·e·x·s, qui ne comptent pour l'heure pas retirer leur texte. Le conseiller national Philipp Kutter (Le Centre/ZH), partisan de l'initiative, nous éclaire.

► **AMNESTY: Quel est l'avantage d'inscrire l'inclusion des personnes vivant avec un handicap dans la Constitution, plutôt que de modifier la loi comme le veut le Conseil fédéral?**

◄ **Philipp Kutter:** La Constitution est sacrée. Y inscrire des principes est une base très forte, plus pérenne. Le cadre politique que cela instaurerait vaudrait bien plus qu'une loi. Cela permettrait certainement d'augmenter nos soutiens au sein du parlement et de faire passer des mesures réellement efficaces pour garantir l'inclusion des personnes avec handicap. Un contre-projet indirect pourrait effectivement permettre d'avancer plus vite. Mais celui proposé actuellement est trop faible. Maintenir l'initiative permettra de discuter de la modification de la loi en cas de victoire.

► **L'article que vous comptez modifier stipule déjà que la Confédération doit prendre les mesures nécessaires pour lutter contre les inégalités vécues par les personnes avec handicap. Qu'est-ce qui garantit que votre initiative se traduise de façon convaincante dans la loi?**

◄ Notre texte renforcerait l'inclusion des personnes avec handicap dans la Constitution. Il donnerait une base pour déposer et défendre tous les souhaits des personnes concernées. Si le peuple l'accepte, ce serait un signal puissant, qui aurait à mon avis un fort impact sur les mentalités. Mais il est vrai que nous n'avons aucune garantie. En cas de victoire, il faudra ensuite modifier les lois, ou en créer de nouvelles.

► **Pensez-vous avoir un soutien suffisant au parlement?**

◄ Il faudra travailler énormément. Je dois dire que je trouve mes collègues très ouverts sur la question de l'inclusivité. Peu osent dire ne pas la trouver importante. Mais il est vrai que j'observe des limites à cette ouverture, surtout quand

on commence à parler d'argent: quand ça coûte cher, les soutiens ont tendance à diminuer. Nous aurons besoin de l'aide de la rue et des personnes concernées pour faire passer tout ce que nous désirons.

► **Quelles sont les faiblesses du contre-projet?**

◄ Je ne vois pas comment la nouvelle loi-cadre ou la modification de la LAI proposées par le Conseil fédéral changeraient quoi que ce soit à la vie des personnes concernées. Premièrement, on propose toujours une définition beaucoup trop restrictive des personnes avec handicap, en la restreignant aux bénéficiaires de l'AI. Cela englobe 450 000 personnes sur les 1,9 million qui devraient être concernées, soit seulement un quart! Très concrètement, cela veut dire que je ne suis personnellement pas pris en compte par le contre-projet du Conseil fédéral, puisque je suis une personne avec handicap en mesure de travailler. On ne prendrait pas en compte les personnes âgées non plus, par exemple. Deuxièmement, le Conseil fédéral n'apporte pas une vision globale de l'inclusion, mais se concentre sur le logement. Or, hélas, on prévoit toujours de faire affluer l'argent vers les institutions au lieu de le proposer directement aux personnes concernées. Nombre d'entre elles pourraient vivre de manière indépendante si elles pouvaient décider elles-mêmes que faire de cet argent. Le système actuel tient à les placer en institutions, nous, nous voulons changer ce système.

► **Qu'attendez-vous donc de l'issue des débats parlementaires?**

◄ Il y a trois points centraux à mes yeux. D'abord, il faut une nouvelle définition du handicap, plus inclusive, qui englobe les 1,9 million de personnes concernées. Deuxièmement, nous voulons la liberté de vivre où nous voulons. Enfin, il est important que l'on mette en place des

mesures pour que plus de personnes avec handicap puissent travailler. Beaucoup ne trouvent pas d'opportunités, alors qu'elles auraient énormément à apporter à la société.

► **Concrètement, comment favoriser l'accès à l'emploi pour les personnes avec handicap?**

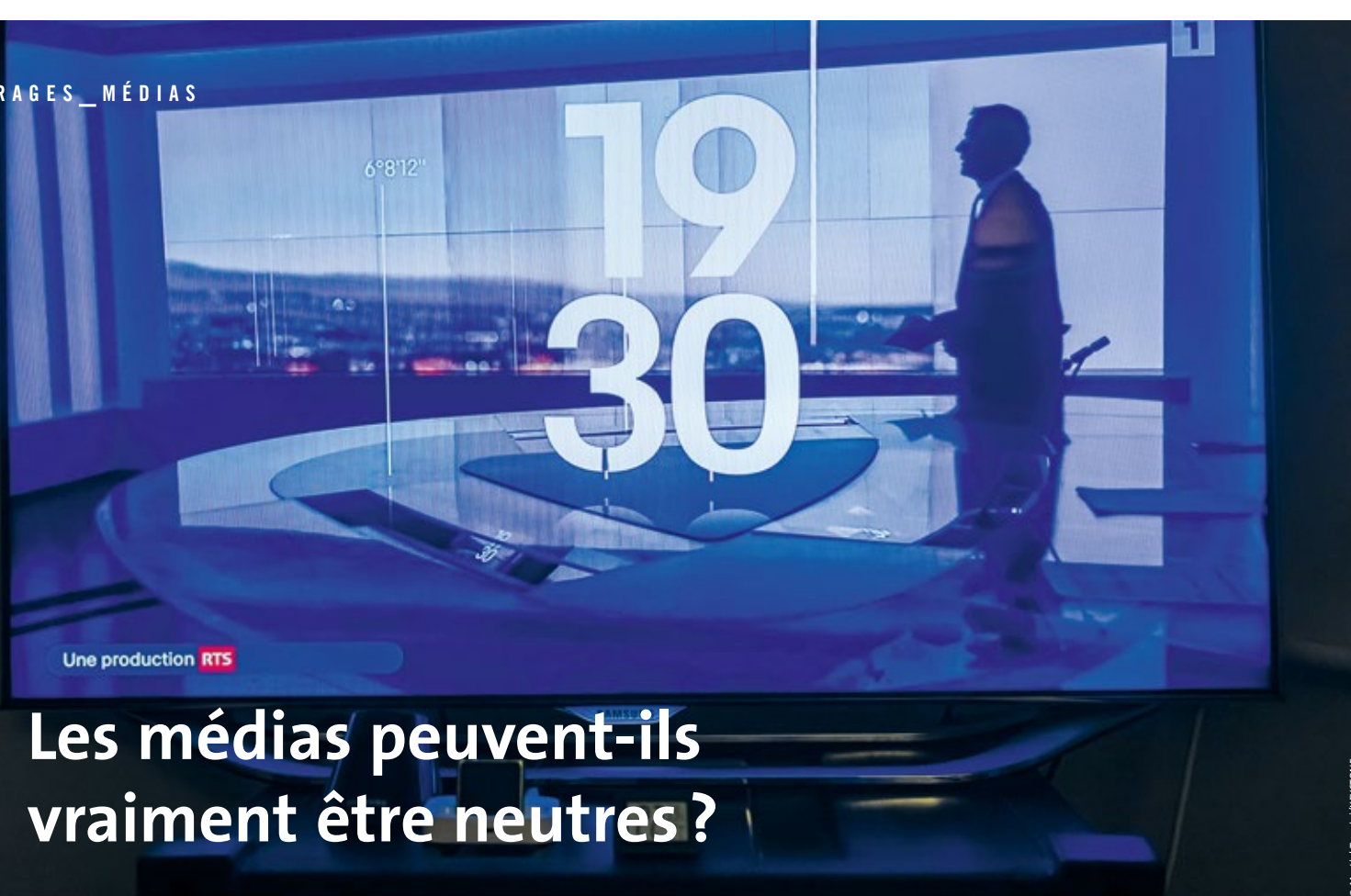
◄ Il faut accompagner les entreprises, leur proposer du coaching, leur montrer que c'est faisable. Beaucoup ne s'en rendent pas encore compte, car ça a l'air compliqué, il faut adapter les infrastructures. Ça demande de l'argent et du temps. Il faut donc aussi un soutien financier aux entreprises qui engagent des personnes avec handicap. Ce qu'il va falloir expliquer au parlement, c'est que ces mesures coûtent de l'argent, mais moins que de laisser ces gens sans travail.

► **Avez-vous eu des retours des personnes concernées sur le contre-projet du Conseil fédéral?**

◄ C'est très compliqué pour elles, elles ont l'impression de ne pas être écoutées. Le Conseil fédéral avance vraiment lentement et refuse de voir leur situation de façon globale pour régler le problème. Il refuse également de voir les personnes avec handicap dans leur diversité. Le Conseil fédéral n'a pas de réelle vision inclusive pour notre société.

► **Vous attendez-vous à ce que le Conseil fédéral revoie sa copie et revienne avec un nouveau contre-projet indirect après la mise en consultation?**

◄ Je ne m'attends pas à ce que le Conseil fédéral modifie grand-chose. Il y aura peut-être quelques changements, mais certainement pas en profondeur. Ce sera notre travail de parlementaires d'améliorer son texte en l'amendant. Nous allons tout donner, et nous verrons où nous en sommes le moment voulu pour décider du maintien ou non de notre initiative. I



## Les médias peuvent-ils vraiment être neutres ?

Les journalistes sont souvent critiqué·e·x·s pour leur engagement. Pourtant, ce n'est pas l'absence de parti pris qui distingue un bon travail, mais la richesse de la démarche et la solidité des sources.

Par Nadia Boehlen

Il y a quelques semaines, un journaliste posait cette question sur RTS Première : « La rapporteuse spéciale Francesca Albanese n'a-t-elle pas instrumentalisé son rôle au profit du militantisme ? » Derrière cette interrogation se joue un renversement révélateur. Car ce jugement, qui se prétend neutre, peut se retourner contre ceux – journalistes ou expert·e·x·s – qui, pourtant, exercent leur rôle avec rigueur.

L'engagement serait donc synonyme de partialité, voire de radicalisme. Pourtant, cette opposition repose sur un malentendu. Dans *Résister*, la journaliste Salomé Saqué rappelle que tout travail journalistique est basé sur des choix : un sujet, un angle, des mots, des invité·e·x·s. Rien de cela n'est neutre. Ces choix sont orientés par des convictions, des sensibilités, une lecture du monde. Prétendre à la neutralité peut même servir à esquiver

les responsabilités éthiques et politiques du métier : dénoncer les dérives, contextualiser les faits, éclairer les rapports de pouvoir.

Cette critique n'est pas nouvelle. Dans *Les nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi montrait déjà il y a presque trente ans comment, sous couvert d'objectivité, les journalistes se font souvent les relais des élites politiques et économiques. Et avant lui, Noam Chomsky et Edward S. Herman, dans *Manufacturing Consent*, analysaient la manière dont les médias dominants filtrent l'information à travers cinq prismes : les propriétaires, les annonceurs, les sources officielles, l'idéologie dominante et la pression contre la dissidence. Ce qui se dit neutre est déjà orienté.

Les débats académiques ont, eux aussi, été traversés par les mêmes questionnements. L'historien Howard Zinn

rejette les récits officiels qui prétendent à l'objectivité tout en masquant les rapports de pouvoir. Dans *A People's History of the United States*, il choisit de raconter le passé du point de vue des ouvriers, des esclaves, des femmes, des minorités. Une manière pour lui de rappeler que tout regard est situé.

**Soupçon de partialité** | Les attaques contre la prétendue partialité de certain·e·x·s expert·e·x·s s'inscrivent dans un mouvement plus large. Dans de nombreux contextes contaminés par la montée des pratiques autoritaires, ce sont les mêmes acteurs – journalistes, chercheur·euse·x·s, expert·e·x·s de l'ONU ou ONG – qui se voient disqualifié·e·x·s au nom d'une soi-disant neutralité violée. Accuser de militantisme sert alors à délégitimer toute parole critique.

« Aussi bien les expert·e·x·s que les journalistes sont parfois accusé·e·x·s de partialité, même lorsqu'ils exercent leur métier avec rigueur. »

Le soupçon de partialité frappe également des journalistes qui travaillent à informer le public avec rigueur. La journaliste et cheffe de la rubrique internationale du *Temps*, Aline Jacottet, observe : « On est parfois accusé de partialité, tantôt par des personnes engagées pour la cause palestinienne, tantôt par des personnes engagées pour la cause israélienne. Mais on travaille avec une déontologie, une méthode et un professionnalisme. On se fie aux organisations internationales, aux témoignages, à un réseau de correspondants, aux données récoltées par d'autres acteurs. On assume parfaitement notre positionnement. »

Dans *Sur la télévision*, Pierre Bourdieu observait en 1996 que les médias formaient un « quatrième pouvoir ». Ils ne se contentent pas de transmettre l'information : ils hiérarchisent les événements, fabriquent l'agenda, définissent ce qui compte et ce qui ne compte pas. Derrière la neutralité, il y a toujours des choix. Et ces choix sont politiques.

Comme le souligne le politologue Oscar Mazzoleni : « La modération journalistique peut jouer un rôle actif, et pas juste se limiter à donner la parole à la diversité des opinions. » Ce rôle actif est d'autant plus crucial dans le contexte actuel, alors que la votation sur la redevance (« 200 francs ça suffit ») remet en question la fonction et la légitimité du service public audiovisuel. La tentation de « dédramatiser » certains extrêmes, sous prétexte de pluralisme, n'est pas anodine : pendant longtemps, les figures de partis d'extrême droite étaient exclues des plateaux. Aujourd'hui, la fenêtre d'Overton s'est déplacée, et certaines positions autrefois marginales sont devenues audibles.

Garantir une pluralité des opinions ne signifie pas pour autant renoncer à distinguer les motivations des personnes qui les portent. Ou comme le rappelle Oscar Mazzoleni : « donner la parole à qui accepte l'opinion de l'adversaire n'est pas la même chose que donner la parole

à qui considère l'adversaire comme un ennemi. À ce titre, inviter un représentant UDC au Conseil fédéral n'est pas la même chose qu'inviter un jeune militant de *Junge Tat*. »

Aline Jacottet ajoute : « Les citations racistes, antisémites ou haineuses n'ont leur place dans nos pages que lorsqu'il s'agit d'en expliquer l'impact dévastateur à nos lecteurs. Nous avons publié par exemple un portrait du ministre israélien d'extrême droite Bezalel Smotrich. Rapporter ses propos permet de comprendre le personnage et sa politique. » La ligne de crête est étroite : contextualiser sans normaliser. « L'autocensure et la pseudo-neutralité ne sont pas une bonne manière de faire du journalisme démocratique », insiste Oscar Mazzoleni.

**Engagement rigoureux** | On peut ainsi avancer que la qualité d'un article, d'un rapport ou d'une recherche repose moins sur la distance affichée que sur la rigueur méthodologique – diversité et croisement des sources, transparence, vérification, reconnaissance de

ses limites. Un travail solide assumera ses partis pris en les rendant visibles. Dans ce cadre, l'engagement devient une force : il nourrit la recherche, aiguise le questionnement, pousse à la précision.

Aline Jacottet insiste toutefois sur l'exigence d'objectivité dans la pratique du métier : « Le vrai engagement auquel nous devons nous tenir, c'est d'exposer les faits et d'expliquer la complexité de la réalité. Le journalisme n'est pas du militantisme. Oui, nous sommes engagés, mais c'est au service du lecteur et de sa compréhension du monde. Si la description exacte de la réalité fait évoluer les choses, c'est un effet collatéral. »

Si cette distinction ne suffit pas à clore le débat, elle traduit en revanche une conception exigeante du métier : un équilibre entre méthode et responsabilité. Mais elle interroge aussi sa définition, qui suppose que la seule manière de faire consiste à effacer les points de vue individuels. Reste à savoir si cette démarche suffira à protéger le journalisme des rapports de force politiques et symboliques qu'il reproduit parfois. |

Pour la journaliste Salomé Saqué, le journalisme ne peut pas être neutre, car il est basé sur des choix, du sujet, de l'angle abordé ou des personnes invitées.





## Derrière les safaris, le drame à huis clos des Maasaïs

Dans le nord de la Tanzanie, des milliers de Maasaïs sont chassé·e·x·s de leurs terres au nom de la « conservation » de la nature. Derrière ce discours écologique, des intérêts touristiques et économiques. Sur place, les communautés résistent, décidées à ne pas disparaître.

Texte et photos par Théophile Simon - envoyé spécial en Tanzanie

Le crépuscule de septembre inonde la savane tanzanienne d'une lumière dorée. Un troupeau de zèbres traverse l'herbe blonde en direction d'un lac où se rassemblent des flamants roses. Sur la berge, un couple de girafes broute la cime d'un acacia esseulé. En arrière-plan, le volcan du Ngorongoro domine la vallée du Rift dans un silence majestueux.

Au milieu de cette carte postale, des silhouettes drapées de rouge ramènent leurs zébus vers un *boma*, un enclos circulaire hérissé de piques en bois pour éloigner les lions. Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, les Maasaïs,

peuple pastoral et semi-nomade, mènent ici la même vie: faire paître le bétail à la recherche des meilleures herbes, au gré des saisons. Mais cette scène immuable s'effrite peu à peu. Depuis 2022, les autorités tanzaniennes mènent une politique d'expulsions violentes autour des grands parcs nationaux, au nom de la « conservation » de la nature.

**Tirs à balles réelles** | Noorkishili Naing'isa est agricultrice et mère de famille. Elle porte les cheveux courts, une cascade de bijoux traditionnels et un

regard triste. Sa vie a basculé le 8 juin 2022. Ce matin-là, plusieurs centaines de membres de la police et de l'armée ont débarqué dans son petit village d'Ololosokwan, dans le nord-est du pays, pour planter des bornes de démarcation dans la savane. Les habitant·e·x·s, touxtes maasaïs, ont compris que leurs terres venaient d'être confisquées.

Une surface de 1500 km<sup>2</sup> – soit la moitié du canton de Vaud – a été reclassée en « réserve de chasse ». « Cette immense zone nous était soudain interdite d'accès. Or notre mode de vie repose sur le libre

◀ Un Maasaï veille sur un troupeau de vaches au pied du **volcan Ol Doi Lengai**, dans le nord de la Tanzanie.

accès à ces terres. Ce reclassement signait notre arrêt de mort économique », raconte Noorkishili, rencontrée en bordure du célèbre parc du Serengeti. « Les chefs traditionnels des quatorze villages affectés ont voulu protester. Ils ont été arrêtés sur-le-champ. La situation se tendait. Les bergers voulaient arracher les démarcations et faire fuir les policiers. Avec un petit groupe de femmes, nous avons alors tenté de faire les intermédiaires. »

Sa voix se brise. « Lorsque nous nous sommes approchées, la police a ouvert le feu. Nous avons fui dans tous les sens. Mon voisin, Oriais Ng'yo, a été atteint aux deux jambes. La police l'a embarqué vers la rivière, qui grouille de crocodiles. Nous pensons qu'il y a été jeté, car nous ne l'avons jamais revu. » Elle marque une pause. « Trente-deux personnes ont été blessées, dont une dizaine grièvement. Un autre homme a disparu. Dans les jours qui ont suivi, plusieurs femmes ont fait des fausses couches. »

**Place aux touristes** | Les habitant·e·x·s d'Ololosokwan n'ont plus jamais osé manifester. Les bornes sont restées, les villages ont été brûlés, leurs troupeaux saisis. Les autorités assurent vouloir « protéger la migration des gnous et des zèbres », mais sur le terrain, les Maasaïs voient surtout se multiplier les lodges de luxe. D'après plusieurs rapports d'Amnesty International, la zone a été aménagée au profit du tourisme de chasse. Une société liée à la famille royale de Dubaï, qui organise des safaris privés dans la région depuis vingt ans, aurait participé activement aux évictions.

« Le gouvernement prétend que nous mettons en danger la faune, alors que nous ne chassons pas et vivons en harmonie avec la nature depuis quatre siècles. Et, en parallèle, des dizaines d'animaux sont braconnés et envoyés vers les zoos des Émirats », dénonce Noorkishili. « Les Émiriens ont même installé des antennes

télécoms dans la réserve; quand on s'en approche, on capte le signal de Dubaï! »

**Étouffés à petit feu** | Peu après la campagne d'expulsions, une sécheresse aiguë a frappé la région, aggravant encore la crise. Privé·e·x·s de pâturages, les éleveur·euse·x·s ont vu leurs troupeaux mourir les uns après les autres. « J'avais 400 vaches, il ne m'en reste plus qu'une vingtaine. Je suis ruiné. J'ai dû retirer mes enfants de l'école », raconte Simanga, un éleveur maasaï d'une quarantaine d'années.

Le drame d'Ololosokwan se répète dans d'autres zones du nord-est de la Tanzanie, y compris dans la réserve du Ngorongoro, classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Ce spectaculaire cratère volcanique abrite une faune exceptionnelle. Plusieurs dizaines de milliers de Maasaïs vivent aux alentours. Or, ces dernier·ère·x·s sont désormais menacé·e·x·s d'expulsion, là encore au nom de la préservation du site.

À gauche, Simanga, 65 ans, a vu l'intégralité de son bétail confisqué par les autorités tanzaniennes. Au milieu, Meoshi, 40 ans, une bergère de la région d'Ololosokwan. À droite, une activiste mobilisée contre la persécution des Maasaïs, qui a choisi de garder l'anonymat.



Le gouvernement a construit des logements à plus de 300 km pour les reloger, mais la plupart refusent de partir. « Nous n'avons jamais été associés à la moindre décision. Résultat, le gouvernement a choisi une terre déjà occupée par une autre tribu. Il n'y a pas de place. Personne ne pourra y reconstruire une vie décente », explique Longoï, un chef traditionnel de 70 ans.

Qui refuse d'être relogé·e·x subit une lente asphyxie. « Il est interdit de construire, de creuser des puits. Aucun service public n'est assuré. L'hôpital et la maternité sont fermés, les ambulances ne viennent plus. Les pâturages se réduisent et la pauvreté explose. Les jeunes partent en ville », décrit Longoï, assis sous un acacia. Un peu plus loin, la seule école du secteur tombe en ruine ; les murs fissurés laissent passer le vent. « Étudier ici pendant la saison des pluies est impossible.

### « En refusant de condamner clairement la situation, l'Unesco offre à l'État tanzanien un vernis de légitimité »

Mais mes demandes de rénovation sont refusées », confie le proviseur.

« **Vision néocoloniale** » | Les autorités justifient ces expulsions par des impératifs écologiques. La présidente, Samia Suluhu Hassan, affirme ainsi que « le Ngorongoro est en train de se perdre » à cause d'une croissance démographique maasaï « hors de contrôle ». L'Unesco, qui a inscrit la zone au patrimoine mondial en 1979, partage certaines inquiétudes sur le surpâturage et la pression démographique. Selon l'État tanzanien, la population maasaï dans le Ngorongoro est passée de quelques milliers dans les années 1960 à près de

100 000 aujourd'hui, avec un cheptel d'environ 300 000 bovins. L'agence onusienne craint que cette évolution n'altère « l'intégrité écologique » du site.

Des experts de l'ONU, de l'Union africaine, le Parlement européen et plusieurs ONG de défense des droits humains ont dénoncé les expulsions des Maasaïs. L'Unesco, elle, n'a publié aucune condamnation des autorités tanzaniennes tout en prenant ses distances avec les campagnes d'expulsions, affirmant n'avoir « jamais demandé » la relocalisation des Maasaïs. Cette timidité lui vaut d'être critiquée par plusieurs ONG de défense des droits humains, dont Amnesty International.

« En refusant de condamner clairement la situation, l'Unesco offre à l'État tanzanien un vernis de légitimité », dénonce Edward Porokwa, directeur du PINGO's Forum, l'une des principales ONG tanzaniennes de défense des Maasaïs. Pour

cet avocat, la logique à l'œuvre relève d'une vieille obsession coloniale. « Dicter aux autochtones la manière de vivre sur leurs propres terres, c'est une vision néocoloniale de la nature africaine, appelée 'conservation-forteresse'. Une carte postale vierge, où la nature immaculée serait débarrassée des peuples locaux qu'on expulse à coups de fusil. »

**Deux ambiances** | Dans le Ngorongoro, l'ambiance est schizo-phrénique. D'un côté, des milliers de touristes déambulent chaque jour à bord d'énormes 4x4, s'extasiant devant

les animaux et les Maasaïs au milieu de cet écrin grandiose. De l'autre, les autochtones vivent dans la pauvreté et la peur. Parler à des journalistes ou défier les autorités peuvent coûter cher : plusieurs activistes ont été arrêté·e·x·s, menacé·e·x·s ou battu·e·x·s.

Depuis 2023, le Gouvernement tanzanien bloque systématiquement les missions d'enquête internationales, refusant l'accès au Ngorongoro à des rapporteur·euse·x·s de l'ONU, à une délégation de l'Unesco et à des membres du Parlement européen venu·e·x·s documenter les violations des droits humains.

La justice, elle, reste verrouillée. « Nous avons déposé des centaines de plaintes. Presque toutes ont été rejetées ou perdues dans les limbes administratives », déplore Porokwa, qui doit régulièrement fuir au Kenya pour échapper au courroux des autorités. Mais certains Maasaïs, comme Longoï, ne veulent plus se taire. « Je n'ai plus peur, conclut-il, en scrutant la plaine voilée de chaleur. Si l'on continue à courber l'échine, nous serons rayés de la carte. Notre culture est en train de mourir. Il faut que le monde sache ce qu'il se cache derrière les safaris. » |

Malgré l'affluence de touristes dans la région, l'école du village d'Endulen, dans le **parc national du Ngorongoro**, est délaissée par le Gouvernement tanzanien.



Le marché qui se tient au cœur du parc national est fréquenté par les **communautés maasaïs** des alentours.



# BOUTIQUE

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

**OFFRIR POUR UNE BONNE CAUSE**

## CHAUSSETTES AMNESTY

Motif rayé et logo bougie.  
80% coton, 18% polyamide,  
2% élasthanne.  
Fabriquées au Portugal.



### Gris et noir:

Taille M (36-40):  
Art. 2200.099.M / Fr. 15.–

Taille L (41-46):  
Art. 2200.099.L / Fr. 15.–

### Jaune et noir:

Taille M (36-40):  
Art. 2200.098.M / Fr. 15.–

Taille L (41-46):  
Art. 2200.098.L / Fr. 15.–



## CALENDRIER PHOTO PRESTIGE 2026 « BOLIVIE »

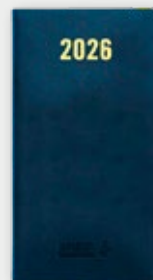
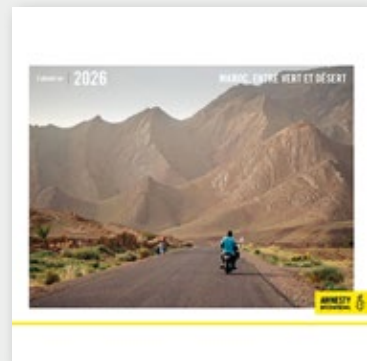
Un mois par page (40x34 cm),  
noir-blanc, en français.

Art. 2430.131 / Fr. 25.–

## CALENDRIER PHOTO 2026 « MAROC, ENTRE VERT ET DÉSERT »

Un mois par page (27 x 35 cm), photos  
en couleur, en français et anglais.

Art. 2430.130 / Fr. 20.–



## AGENDA CIVIL DE POCHE 2026

Format 9x18 cm, une semaine par  
double-page, reliure plastique souple,  
cahiers cousus, en français.

Art. 2430.133 / Fr. 15.–



## STYLO-BILLE CARAN D'ACHE

Jaune métallisé, logo noir  
sur le côté gauche.  
Fabrication suisse.

Art. 2420.026 / Fr. 30.–



## COUTEAU DE POCHE VICTORINOX SPORTSMAN

Modèle simple, 13 fonctions, noir,  
logo blanc. Fabriqué en Suisse.

Art. 2300.037.S / Fr. 25.–



## CARTES DE VŒUX

Pochette de 10 cartes de vœux en  
couleur, avec enveloppes, 14x14 cm.  
Imprimé en France.

Art. 2410.037 / Fr. 15.–

## BOUGIES DE COULEUR

Ces bougies sont aussi disponibles  
en set de 12 sur demande.

### ORANGE SANGUINE/ABRICOT/JAUNE

Paraffine, 10 x 6 cm, set de 3 bougies.

Art. 2700.056 / Fr. 24.–



### BOUGIES EN CIRE D'ABEILLE

Set de 2 bougies.

Art. 2700.022 / Fr. 28.–



### AUBERGINE/CRÈME/FRAMBOISE

Paraffine, set de 3 bougies.

Art. 2700.037 / Fr. 24.–

### BOUGIES EN CIRE D'OLIVE

Stéarine, set de 2 bougies.

Art. 2700.058 / Fr. 24.–



**D'AUTRES ARTICLES ATTRACTIFS PEUVENT ÊTRE  
COMMANDÉS SUR LA BOUTIQUE EN LIGNE  
SHOP.AMNESTY.CH**

### VERT POMME/BLEU GLACIER/BLEU-GRIS

Paraffine, set de 3 bougies.

Art. 2700.037 / Fr. 24.–



### BOUGIES DE L'AVENT

En set de 4, plus grandes  
(14 x 6 cm), rouges.

Art. 2700.040 / Fr. 36.–



Les membres de la  
Section suisse d'Amnesty  
International bénéficient  
de 10% de rabais sur  
les publications et les  
articles de la boutique, à  
l'exception des bougies.

Envoyez vos commandes  
à Amnesty International,  
case postale, 3001 Berne,  
ou commandez sur notre  
boutique en ligne:  
shop.amnesty.ch

## JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. n°	Prix

Nom: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_

Lieu: \_\_\_\_\_ E-mail: \_\_\_\_\_

Tél.: \_\_\_\_\_ Signature: \_\_\_\_\_

Numéro de membre / client-e-x (si connu): \_\_\_\_\_

## LE JOUR SANS

Que se passerait-il si toutes les actions de la société civile s'arrêtaient du jour au lendemain?



© Sandrine Pilloud

Sandrine Pilloud et Vladimir Zoran se sont prêtés à l'exercice de répondre à cette question. L'illustratrice et l'auteur ne se sont pas concertés.

Dans le train pour Berne, j'ai repensé à la réaction de mon cousin. Son « t'es sérieux? » me faisait réfléchir. Il lui semblait en effet absurde de mettre fin à un repas de famille pour rallier une contestation populaire, une manifestation propalestinienne, illégale qui plus est. Sa remarque n'avait provoqué aucune réaction autour de la table. Ma mère s'était contentée de me faire promettre d'être prudent, et mon père avait dit que de toute façon, c'était compliqué ce qu'il se passe là-bas. Compliqué... Face à cet adjectif miracle, j'avais senti ma gorge se serrer; il ne m'aurait pas fallu beaucoup de temps pour contrer les quelques arguments fallacieux qui mènent à ce mot. Mais je n'avais pas eu le temps de répondre. J'étais déjà en retard, et il fallait que je coure à la gare. Résigné, j'avais ravalé mes phrases brûlantes, pris mon téléphone qui n'avait pas pu charger à cause du câble tordu et fait la bise à tout le monde.

J'arrive à Berne. Il est déjà 16 heures, et le cortège a dû se mettre en mouvement car la place de la gare, bondée, est vide de manifestant-e-x-s. Les centaines de drapeaux qui normalement flottent dans l'air en formant les plis d'un immense vêtement collectif sont absents. Je ne vois que des imperméables noirs et délavés, habités par des ombres pressées de rentrer chez elles. Dans les yeux, la fatigue. Et un nombre fou de policiers. Ils avancent de tous les côtés, en formation, les camions à eau suivant au ralenti. Je saute sur une fontaine pour voir plus loin dans la rue : où sont les 6000 personnes annoncées? C'était pourtant le chiffre estimé sur le groupe Telegram. Seuls quelques drapeaux sont brandis par-ci par-là, autour desquels gravitent des cohortes de flics. Sur ma droite, un policier me pointe du doigt, mimant à son collègue le keffieh que j'ai mis au cou. Au même moment, mon téléphone vibre dans ma poche : « Mec, j'sais pas pourquoi on est pire peu, les flics sont chauds, ils arrêtent tous les manifestants... Essaie de te barrer! Nous on... » Fin de l'appel. Batterie de m..., chargeur de m...! Aussitôt, je me mets à courir. Vite, le plus loin possible. Mais la foule est épaisse et me frayer un chemin devient difficile. Plus le temps de m'excuser, à chaque coup d'épaule je réponds en poussant de tout mon corps...

Une vieille dame, toute petite dans sa veste de pluie sous un immense drapeau rouge vert noir et blanc me regarde, effarée entre deux policiers qui la menacent. Du regard, elle cherche autour d'elle d'autres manifestant-e-x-s. Il n'y en a aucun-e-x. Dans ses yeux, je vois de la peur.

J'ai envie de l'enlacer de mes deux bras, et qu'on forme un nœud puissant, un espace de dialogue et de curiosité, qu'elle me dise ce qui la constitue, ses expériences, ce qui la choque, ce qui l'indigne, ce qu'elle veut préserver dans le monde qui est le nôtre. Au cours de la discussion, elle me dirait peut-être qu'elle aime Hemingway, je lui dirais que moi aussi mais que j'avais surtout aimé cette citation de John Donne en début de livre... ah oui bien sûr! Je suis sûr qu'elle me la réciterait de mémoire... *Nul homme n'est une île, un tout en soi...* Rappelez-moi la suite? *La mort de tout homme me diminue parce que je suis membre du genre humain.* Les policiers font tomber quelque chose de ses mains, je ne vois pas tout de suite ce que c'est, mais pour eux, cela représentait une menace. Elle lève sa main et avec son index fait non, non, non, comme une institutrice le ferait pour gronder des gamins qui ont fait une crasse. Mais les gamins n'ont pas l'air de comprendre, et ils sont armés. Du pied, ils écartent le drapeau de la Palestine qui traîne par terre et qui aurait risqué de les faire glisser. Elle, elle continue de parler, elle a réussi à s'approcher pour couvrir le bruit de la foule et à mettre sa main sur l'épaule du plus petit; rapidement, il la dégage. Son geste fonctionne comme un raccordement électrique et déclenche un rictus chez son collègue : le corps de ce dernier se secoue, lourd, fort et entraîné. Les mots avaient rebondi sur sa visière, mais la brutalité de son collègue le ramène à la réalité. Immédiatement, il lui vient en aide et saisit la vieille dame par les poignets. Le geste est parfait, exécuté avec rapidité et technicité.

En moins de quelques secondes, les trois ombres disparaissent dans la foule impassible qui se referme sur elles et les digère silencieusement. *Aussi ne demande jamais pour qui sonne le glas. Il sonne pour toi. |*

Vladimir Zoran

Vladimir Zoran est formateur de français pour un public issu de la migration. Que ce soit en prose ou en poésie, il aime aborder des thèmes sociaux et politiques. La revue fribourgeoise *L'Épître*, qui met en avant la relève littéraire romande, a publié plusieurs de ses poèmes.

### Un autre regard sur Gaza

Des lignes blanches tracées sur un sol noir. Elles forment une carte schématique de Gaza, avec ses villes, ses quartiers, ses bâtiments. C'est dans ces contours dessinés au sol que, dans *Who is still alive* (Qui est encore en vie), neuf personnes – celles qui ont pu ou dû quitter leur terre – racontent leur vie d'avant la guerre, et la perte des êtres aimés.

Le dispositif imaginé par Nicolas Wadimoff est d'une sobriété extrême, et c'est précisément cette retenue qui lui donne toute sa force. En s'appuyant sur le dépouillement, le film du cinéaste genevois stimule l'imaginaire et déploie une émotion d'autant plus vive qu'elle naît dans le vide.

À en croire son synopsis, *Who is still alive* montre « des existences opprimées, mais pas encore réduites en cendres. En partageant leurs récits, les protagonistes tentent de se reconnecter à eux-mêmes, de cesser d'être des fantômes. De revenir, peut-être, à la vie. »

Après plus de deux ans pendant lesquels le génocide à Gaza a fait la une des médias, après d'innombrables films retraçant l'horreur, la destruction et la souffrance, le film de Wadimoff emprunte un autre chemin. En laissant parler ses protagonistes dans un décor épuré, le réalisateur nous invite à une rencontre intime : avec ces vies bouleversées, avec leur douleur, leurs désirs, leur espoir.

C'est peut-être là, dans ce face-à-face silencieux, que naissent la solidarité et la défense des droits humains – dans le simple fait de regarder enfin, d'écouter, et de reconnaître.

Michael Ineichen



*Who is still alive*, Nicolas Wadimoff, Akka films, 2025, 114 minutes. En salles dès janvier 2026.

## Notre rapport à l'eau

**Que dirait l'eau si elle était dotée de parole ? À travers ses personnages fictifs aquatiques, la romancière Wendy Delorme livre une critique sociale et signe un manifeste pour retisser les liens entre l'espèce humaine et le vivant.** Par Déo Negamiyimana

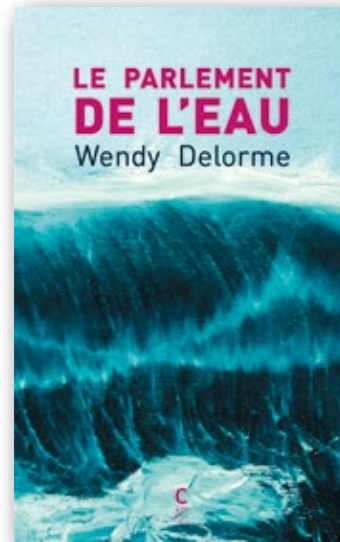
**L**e *Parlement de l'eau* s'ouvre sur un décor aux couleurs vives : le bassin rhodanien. Vous êtes invité-e-x à suivre le fil de l'eau, du Grand Lyon jusqu'à Sète, en Occitanie. Wendy Delorme l'assure, il est nécessaire de repenser notre rapport à l'eau. Un postulat que la romancière française s'attache à illustrer au fil du texte par des exemples concrets récoltés le long du Rhône.

L'autrice prête la parole aux éléments aquatiques, qui deviennent de véritables personnages. L'histoire est tissée avec brio à travers divers fils narratifs, au présent comme au futur. Elle est racontée sur différents registres, comme l'enquête, la fable, la chronique ou même le récit d'anticipation. Ainsi, *Le Parlement de l'eau* est à la fois chronique de l'actualité, dystopie/utopie et enquête sur l'origine d'un ruisseau, la Rize. C'est aussi une réflexion sur le pouvoir de l'écriture où tout se lit comme un vrai *page-turner*. On se sent emporté au nord-est de Lyon, où se déroule l'histoire, avant de retrouver la source de la Rize, un cours d'eau disparu, qui sert de trait d'union entre les différents arcs narratifs. Car on y cherche sa source, cachée, car enfouie par l'Homo sapiens, l'urbanisation et l'industrialisation de la métropole lyonnaise.

Si le livre peut se résumer à l'idée que le genre humain s'est recroquevillé dans son illusion anthropocentrée de la culture capitaliste, sa fin exprime la colère de l'eau. Fleuve, Mer, Océan ou encore Marais prennent la parole pour affirmer que l'être humain perçoit

seulement un pan de ce qu'il appelle « le réel ». Pour ces entités narratrices aux traits hydrographiques, la signification du réel diffère selon qu'on est humain ou cours d'eau, ce qui entraîne la colère de ces entités aquatiques qui trouvent la pensée humaine – homme/femme, nature/culture – trop limitée et binaire. Et de dénoncer une vision manichéenne qui mutile, rabote, sépare, enferme et tue tout sur son passage.

Un ouvrage à lire sans hésitation, qui permet de se rappeler le fonctionnement du cycle de l'eau tout en questionnant l'exploitation des (res)sources naturelles et notre vision du monde anthropocentrée. |



*Le Parlement de l'eau*, Wendy Delorme, Paris, Cambourakis, 480 pages.

## Anatomie d'une guerre méconnue

**P**lus de 150 000 personnes tuées et deux fois plus de blessées en moins de quatre mois. Qui pourtant connaît la guerre d'Hiver, ce conflit qui opposa la Finlande à l'Union soviétique durant l'hiver 1939-1940 ? Avec *Les Guerriers de l'Hiver*, lauréat du Prix Renaudot des lycéens et du Prix Jean Giono, Olivier Norek exhume avec brio cette page sombre et oubliée de la Seconde Guerre mondiale.

Alors que les Alliés déclarent la guerre à Hitler, la Russie de Staline y voit une opportunité d'assouvir sa politique expansionniste sous prétexte d'une crainte d'invasion allemande qui passerait par son petit voisin scandinave. La Finlande sombre alors dans une guerre de tranchées impitoyable et asymétrique, « des jours dont le Diable ne voudrait même pas ».

Malgré la brutalité des faits, décrits avec un réalisme déroutant et sur la base d'un travail de documentation remarquable, la plume de cet écrivain engagé est d'une beauté folle. La nature y occupe une place centrale, à la fois meurtrie et menaçante : on ressent son froid qui mord, on entend le silence laissé par les animaux qui l'ont désertée, on sent l'odeur de sciure de ses pins pulvérisés par les bombes, on est ébloui par son manteau de neige maculé de sang. Les destinées de milliers d'hommes et de femmes s'y brisent et s'y enchevêtrent, dont certaines marqueront l'histoire finlandaise.

Dans ce roman historique, Norek ne fait l'économie d'aucune dimension que recouvre un conflit. Les aspects psychologiques, physiques, stratégiques, sociaux, politiques et même topographiques sont

explorés avec minutie. L'anatomie de cette guerre est également un miroir tendu à notre époque, car on ne peut s'empêcher d'y voir un parallèle avec les velléités expansionnistes, les campagnes de désinformation, les dérives autoritaires et les actes de résistance dont nous sommes témoins. |

Par Anaïd Lindemann



*Les Guerriers de l'Hiver*, Olivier Norek, Editions Michel Lafon, 2024, Paris, 448 pages.

## Une Histoire, trois générations

**G**rand-père Wolfgang vivait dans son village natal du Cameroun. Au début des années 1900, engagé avec les maquisards, il paiera de sa vie la lutte pour l'indépendance de son pays.

Son histoire, tragique, est contée par son petit-fils Kundè pour transmettre la mémoire familiale à ses enfants. Il raconte également la vie au village, les traditions, son propre parcours et la destinée politique du pays : Kundè a vécu sous la colonie allemande, puis la domination française, avant de connaître l'indépendance du Cameroun. Le combat contre la chose blanche – comme il désigne le colonialisme et l'impérialisme – est le fil rouge de son récit.

Kundè décède en 2010 après avoir rejeté son fils Benjamin en raison de son homosexualité. Ce dernier est étudiant et

danseur à Genève. Il va poursuivre le récit en y intégrant sa réalité : son homosexualité, l'incompréhension de sa famille, l'exil et la difficulté d'être différent par ses origines et son orientation sexuelle. Ce décès fera jaillir ses souvenirs d'enfance et ses racines africaines. C'est alors qu'il rencontrera un voisin âgé qui lui transmettra un message de ses ancêtres.

*La Danse des pères* nous emmène avec humour et sensibilité dans l'histoire d'une famille. Cet excellent livre retrace l'histoire du Cameroun jusqu'à la veille des élections de 2025 où le président, 92 ans, est à nouveau candidat à sa propre succession. Il aborde aussi certains aspects de la société camerounaise tels que l'homophobie, le statut des mères et des femmes, le tribalisme, les rituels et le rôle des ancêtres.

L'écriture de Max Lobe est dansante comme le funky-makossa que Kundè adorait et dont il disait que c'était bien plus qu'une danse : c'était un état d'esprit et une communauté de destin pour toutes les Noir-e-x-s. |

Par Véronique Gigon



*La Danse des pères*, Max Lobe, Zoé, Genève, 2025, 176 pages.

## La petite chaîne qui monte

Ragekit est déjà incontournable. Le canal s'impose comme figure de proue d'une nouvelle génération de créateur·rice·x·s de contenus qui assument leur orientation politique. Propos recueillis par Baptiste Fellay

Les premières vidéos sont apparues sur nos réseaux en début d'année. Le cadrage engagé du jeune média a directement fait mouche, sur des sujets comme le sans-abrisme, les violences policières ou les addictions. Aujourd'hui, *ragekit* compte plus de 30 000 abonné·e·x·s sur Instagram, 20 000 sur TikTok et près de 6000 sur YouTube. Nous avons rencontré Val, l'un des sept membres bénévoles de la rédaction, pour parler du succès et du sens de *ragekit*.

### ► AMNESTY: Comment expliquez-vous ce succès immédiat ?

◀ Val: Une parole comme la nôtre est rare en Suisse, où l'on aime beaucoup se montrer comme le pays du calme, de la justice et de la démocratie, y compris dans les médias. Or, de nombreuses personnes subissent les violences de l'État. Il suffit de jeter un œil aux commentaires sous nos vidéos pour s'en convaincre. Deuxièmement, nous avons choisi la stratégie de publier peu de contenus, mais de prendre du temps pour travailler la qualité, visuelle et éditoriale, de chaque vidéo. Nous avons passé presque une année à nous entraîner, à tourner à blanc, avant de publier la première vidéo. Nous avons ainsi pu directement arriver avec du contenu crédible, même si aujourd'hui, quand on regarde les premières vidéos, on est un peu gêné·e·x·s. Mais c'est le jeu, et l'important c'est le fond!

### ► Comment vous organisez-vous pour investir tout ce temps dans ce projet ?

◀ Nous sommes touxtes issu·e·x·s des milieux militants lausannois. Nous avons l'habitude et l'expérience de travailler gratuitement, d'organiser et d'allouer notre temps libre pour nos collectifs respectifs. Nous consacrons simplement une partie de ce temps à *ragekit*.

### ► Diriez-vous que vous vous lancez dans la bataille culturelle en cours ?

◀ La bataille culturelle, c'est d'abord le pouvoir en place et les groupes réactionnaires qui la mènent. Le premier fait des

propositions de lois autoritaires, tout en prônant un discours de paix sociale. Les seconds s'attaquent violemment aux minorités. Oui, avec beaucoup d'autres nous menons cette bataille, mais c'est une réponse à une offensive réactionnaire en Europe et en Suisse. Nous nous retrouvons parfois sur la même ligne de front que des ONG comme Amnesty, celle de nos droits fondamentaux menacés par la fascisation.

### ► Quelle est votre stratégie ?

◀ La raison d'être de *ragekit* est de porter à plus large échelle les causes que nous défendons dans nos actions militantes. Pour ce faire, il faut démocratiser notre discours et visibiliser l'immense travail militant qui existe en Suisse, où les mouvements sociaux sont nombreux et actifs mais doivent souvent mettre la priorité ailleurs. Nous vulgarisons donc des articles scientifiques, donnons la parole à des personnes concernées pour qu'elles expliquent elles-mêmes ce qu'elles vivent. Nous soignons également les narratifs de nos vidéos, et nous utilisons l'humour. Ce sont des méthodes de traduction, dans une quête de rendre compréhensible la violence dont est victime toute une partie de la population.

### ► Quelles sont vos ambitions pour la suite ?

◀ Nous aimerions produire plus de longs formats pour YouTube, traiter plus de sujets en profondeur. Il va nous falloir du temps, de l'énergie et surtout de l'argent. Nous ne sommes financés que par les dons, tout dépendra de combien nous recevrons. |



© Amnesty International

## MARATHON DES LETTRES 2025 PROTÉGER LES ACTIVISTES POUR LE CLIMAT

Chaque année, des centaines de milliers de personnes participent au Marathon des lettres en signant des pétitions ou en envoyant des lettres et des messages de solidarité. Avec un but : demander aux gouvernements de protéger les défenseur·e·x·s des droits humains et de mettre fin aux injustices.

Cette année, Amnesty Suisse soutient des personnes courageuses d'Équateur, du Cambodge, de Madagascar, du Myanmar et de Norvège qui sont persécutées en raison de leur combat pour la justice climatique.

La crise climatique est l'une des plus grandes menaces de notre époque. Une menace qui pèse tant sur l'environnement que sur la société, mais également sur les droits humains. Ses effets se font sentir depuis longtemps dans le monde entier. Des millions de personnes souffrent des conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes, aggravés par le changement climatique : sécheresses persistantes, tempêtes tropicales et pluies torrentielles, dégel du permafrost qui entraîne des glissements de terrain et l'érosion des sols, ou encore recul de la biodiversité. Dans les pays du Sud en particulier, de nombreuses personnes se retrouvent déplacées à cause du changement climatique.

Mais la crise climatique, c'est aussi une question de justice. Les femmes, les populations autochtones et les jeunes sont les premier·ère·x·s à subir les effets de la crise climatique dans les régions les plus touchées. Pire, dans de nombreux pays, ceux qui s'engagent contre les comportements nuisibles à l'environnement sont muselé·e·x·s, persécuté·e·x·s, notamment parce que leur combat nuit aux intérêts économiques.

Noemi Grütter et Manuela Reimann Graf

**Soutenez les personnes qui s'engagent pour la justice climatique et un environnement viable et signez nos pétitions.**

**Pour en savoir plus, rendez-vous sur [amnesty.ch/marathon](https://www.amnesty.ch/marathon)**



Val est l'un des quatre *talking heads* de *ragekit*.

© ragekit



**GUERRERAS POR LA AMAZONÍA**  
**ÉQUATEUR**  
**EN DANGER À CAUSE DE LEUR COMBAT**  
**CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR**

En Équateur, les 13 jeunes militantes pour le climat des *Guerreras por la Amazonía* luttent contre la pollution atmosphérique et la destruction de leur environnement par les torchères. Ces cheminées surmontées d'une flamme utilisées dans l'extraction du pétrole libèrent des gaz nocifs pour la santé. À cause de leur engagement, ces femmes et ces jeunes filles sont victimes d'intimidations et de menaces massives.

**Engagez-vous pour que l'État équatorien renonce à l'exploitation des torchères et que les Guerreras soient protégées.**



**SAI ZAW THAIKE**  
**MYANMAR**  
**EMPRISONNÉ POUR SES REPORTAGES**

Depuis le coup d'État militaire de 2021, le Myanmar est l'un des endroits les plus dangereux pour les journalistes. En mai 2023, Sai Zaw Thaike s'était rendu en secret dans l'État de Rakhine pour rendre compte de la situation dans la région après le passage de la tempête tropicale Mocha. Une semaine plus tard, les autorités l'ont arrêté, interrogé et maltraité. Il n'a bénéficié d'aucune assistance juridique, a été traduit devant un tribunal militaire et condamné, après seulement un jour de procès, à vingt ans de prison avec travaux forcés.

**Sai Zaw devrait pouvoir témoigner librement. Exigez sa libération immédiate et inconditionnelle!**



**ELLINOR GUTTORM UTSI**  
**NORVÈGE**  
**EN LUTTE CONTRE**  
**LE COLONIALISME VERT**

Ellinor Guttorm Utsi est une Sámië et la porte-parole de sa communauté. Les Sámië-x-s, peuple autochtone, bénéficient en principe d'une protection particulière. Mais aujourd'hui, des projets de parcs éoliens industriels menacent les routes migratoires des rennes dont iels dépendent. Les moyens de subsistance des Sámië-x-s du nord de la Norvège se retrouvent en péril, et leur culture et leur identité menacées. Malgré les défis croissants posés par le changement climatique, les grands projets énergétiques ne doivent pas menacer la culture autochtone ni exploiter des droits fonciers non garantis.

**Aidez Ellinor et les Sámië-x-s à protéger leurs terres, leurs moyens de subsistance et leur culture.**



**MOTHER NATURE CAMBODIA**  
**CAMBODGE**  
**EN PRISON POUR AVOIR**  
**PROTÉGÉ L'ENVIRONNEMENT**

Depuis 2013, l'organisation environnementale *Mother Nature Cambodia* lutte contre les grands projets destructeurs, tels que la construction de barrages et l'exploitation abusive des forêts et des ressources en sable. Mais leur engagement fait de ses activistes des cibles du Gouvernement cambodgien. En juillet 2024, six membres de *Mother Nature Cambodia* ont été condamné-e-x-s à des peines de prison allant jusqu'à huit ans.

**Appelez le Gouvernement cambodgien à mettre immédiatement fin à toutes les poursuites pénales contre Mother Nature Cambodia.**



**DAMISOA**  
**MADAGASCAR**  
**DÉPLACÉ PAR**  
**LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

La région d'Androy, dans le sud de Madagascar, souffre de graves sécheresses, aggravées par le changement climatique. Damisoa et sa famille ont ainsi dû fuir le sud du pays pour échapper à la sécheresse et à la famine. Damisoa et 160 autres réfugié-e-x-s climatiques sont désormais hébergé-e-x-s dans des conditions inhumaines à Boeny, dans le nord du pays, sur des terres infertiles, sans accès à l'eau potable ni aux soins médicaux. Damisoa se bat sans relâche pour les droits et la survie des habitant-e-x-s de Boeny, mais ses appels à l'aide restent sans réponse.

**Demandez de l'aide pour Damisoa et les habitants de Boeny.**



# RÉSISTER POUR L'HUMANITÉ

À l'heure où les jours raccourcissent, la situation dans le monde semble elle aussi s'assombrir. C'est précisément maintenant que notre engagement compte, plus que jamais.

Les démocraties se fragilisent, les régimes autoritaires gagnent du terrain, les minorités subissent la répression et les voix critiques se taisent sous la pression. Beaucoup se sentent impuissants, convaincus qu'ils ne peuvent rien changer.

**RÉSISTEZ !** Ensemble, nous pouvons inverser la tendance! En Suisse aussi, le maître mot de la nouvelle campagne d'Amnesty International « **RÉSISTER** » mettra l'accent sur les moyens de lutter contre les dérives autoritaires. Nous unissons nos forces pour contrer la montée de l'autoritarisme et offrir à chacun-e-x des moyens d'agir. Face à la haine, à la division et à l'oppression, nous opposons la solidarité, la compassion et la résistance. Pour que l'humanité triomphe. Nous commencerons notre mobilisation par un grand appel public. Du **1<sup>er</sup> au 10 décembre**, en marge de la **Journée internationale des droits humains**, nous ferons entendre notre voix dans toute la Suisse. Objectif: rappeler à toutes combien le travail d'Amnesty International est essentiel face aux dérives autoritaires.

**CONTRE LES DISCRIMINATIONS, POUR LES DROITS HUMAINS** L'autoritarisme impose la loi du plus fort. Les droits des personnes **LGBTQIA+**, des **personnes en situation de handicap**, des **réfugié-e-x-s**, des **migrant-e-x-s** et des femmes figurent parmi les premiers visés. Leurs libertés sont restreintes, leur autonomie sapée, iels sont réduit-e-x-s au silence. Nous refusons cette injustice.

Dès janvier 2026, rejoignez-nous pour défendre les droits humains et combattre toutes les formes de discrimination. Sous le

**Partout dans le monde, des personnes descendent dans la rue pour lutter contre l'autoritarisme et défendre leurs droits, comme ici à Londres en septembre.**

mot d'ordre **#All4humanrights**, nous irons à la rencontre du public avec nos **activistes**. Nous vous proposerons un **jeu de cartes** inédit, *Argumenter contre les clichés*, et des **dessous de verre** pour engager le débat! Dans les bars, les locaux associatifs et partout ailleurs, nous inviterons les gens à discuter et à s'engager.

Beat Gerber et Daniela Varga

**Participez à l'action et faites vivre les droits humains à nos côtés!**  
**Rendez-vous sur [amnesty.ch/campagne-all4humanrights](https://amnesty.ch/campagne-all4humanrights)**

## UN DEMI-SIÈCLE D'ENGAGEMENT DANS LE JURA

Le groupe **Amnesty Jura & Jura bernois** fête ses 50 ans! Plutôt que de simplement souffler des bougies, ses membres ont choisi d'organiser une rencontre avec **Selai Balkhi**, fondatrice de l'organisation *Afghan Women Support*, et **Abdullah Zakawat**, réfugié afghan, venu-e-s témoigner du courage des femmes afghanes. Les élèves du **Lycée de Porrentruy**, membres du groupe école d'Amnesty, ont pour leur part tenu un stand et animé la discussion avec les invité-e-x-s. À cette occasion, **Fiorenzo Monti**, membre actif du groupe, a rappelé: « Plus que jamais, notre engagement pour Amnesty est nécessaire face à l'état du monde actuel. »

**Envie de rejoindre le mouvement et d'agir sur place? Écrivez à [engagement@amnesty.ch](mailto:engagement@amnesty.ch)**

**POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LES PERSONNES QUE VOUS POUVEZ SOUTENIR**  
**DANS LE CADRE DU MARATHON DES LETTRES 2025 ET POUR SIGNER NOS PÉTITIONS EN LIGNE,**  
**RENDEZ-VOUS SUR [AMNESTY.CH/MARATHON](https://amnesty.ch/marathon)**



# ENGAGEZ-VOUS POUR LES DROITS HUMAINS!

## REJOIGNEZ UN GROUPE

Dans toute la Suisse, des personnes s'engagent avec Amnesty International, également dans votre région.

Pour en savoir plus : [amnesty.ch/agir](http://amnesty.ch/agir)

## FAITES UN DON

Votre soutien financier, qu'il soit ponctuel ou régulier, fait concrètement avancer la cause des droits humains. Vous trouverez un bulletin de versement joint à ce magazine.

**INSCRIVEZ-VOUS ET RECEVEZ  
GRATUITEMENT LA NEWSLETTER  
[AMNESTY.CH/FR/NEWSLETTER](http://AMNESTY.CH/FR/NEWSLETTER)**

## ADHÉREZ À AMNESTY YOUTH

AMNESTY YOUTH est un réseau de jeunes qui s'engagent en Suisse pour rendre le monde meilleur. Plus d'infos: [www.amnesty.ch/junesse](http://www.amnesty.ch/junesse)

## INFORMEZ-VOUS EN LIGNE

Retrouvez les informations les plus actuelles sur nos activités ainsi que les différentes possibilités de vous engager pour les droits humains sur [amnesty.ch/agir](http://amnesty.ch/agir)



**AMNESTY INTERNATIONAL** Section suisse  
Speichergasse 33 . Case postale . 3001 Berne  
T: +41 31 307 22 22 . [info@amnesty.ch](mailto:info@amnesty.ch)  
[www.amnesty.ch](http://www.amnesty.ch)  
CCP: 10-1010-6 . IBAN: CH08 0900 0000 1000 1010 6